

LUNDI 18 AOÛT 2014

- = Nausée globale p.1
- = Cinq industries inquiètes du pic pétrolier p.3
- = Comment faire fortune dans l'herbe ! p.6
- = Comment les banques centrales provoquent les crises financières p.8
- = Les banques centrales prises à leur propre piège p.11
- = L'affrontement... p.14
- = Economie : l'Europe paie le prix de sept années de politiques d'austérité p.17
- = Villes américaines, futures zones de guerre? p.20
- = Irak : le pétrole, enjeu majeur du conflit, entre Kurdistan, Turquie et USA ... p.23
- = Alexandre Aïvazov: "Le dollar s'effondrera en 2014" ! p.25
- = Espirito Santo : UN ADMINISTRATEUR DU CRÉDIT AGRICOLE S'EST-IL COINCÉ LES DOIGTS DANS LA PORTE ? p.34
- = Le piège de la déflation p.36
- = L'Amérique fasciste, en dix mesures faciles p.38



Nausée globale

Par James Howard Kunstler - Kunstler.com

Publié le 18 août 2014

L'influence américaine qu'il reste encore en Irak devrait se concentrer sur la reconstruction de la crédibilité des institutions nationales.

– Editorial, *The New York Times*

N'est-ce pas là ce que nous avons dépensé huit ans, 4.500 vies et 1,7 trillion de dollars à faire ? Et tout ça pour quoi ? La guerre en Irak n'est pas différente du système financier américain. Les gens qui en sont responsables n'imagineraient jamais faire une croix sur leurs pertes, ce qui, d'un point de vue politique, force les Etats-Unis à boucher tant de trous de souris avec du sable qu'il ne leur reste nulle part où se tenir debout. Nous devrions nous considérer chanceux si notre vie nationale ne ressemblait pas bientôt au film *Le Peuple de l'Enfer*.

Cette affaire semble nous mener vers au moins une conclusion certaine : le jour regrettable où l'EIIL prendra la zone verte de Bagdad. Osez me dire que ce ne sera pas là un terrible spectacle. Peut-être cela se passera-t-il avant les élections américaines de 2014 ? Et à quoi pensez-vous que ressembleront les réunions du centre de commandement de la Maison blanche le jour suivant ?

Est-ce que quelqu'un demandera à ce que les Etats-Unis mettent temporairement fin à leurs opérations au Proche-Orient et en Afrique du

nord ? Je demanderais personnellement à ce que nous prenions du recul, ne faisons rien et nous contentions d'observer ce qui en découlera – puisque tout ce que nous avons fait jusqu'à présent n'a contribué qu'à détruire des vies. Imaginons même que l'EIIL consolide son pouvoir en Irak, en Syrie et dans d'autres pays. La région toute entière saura ce que c'est que de vivre sous un régime psychopathe digne du XI^e siècle, et ceux qui seront encore en vie après l'orgie inévitable de têtes coupées et de crucifixions seront en mesure de décider s'ils en sont satisfaits. L'expérience devrait s'avérer éclaircissante.

Dans tous les cas, ce dont nous sommes témoins au Proche-Orient – chose que ne savent apparemment pas les journaux et les chaînes de télévision – est le parfait exemple de ce qui se produit quand la population devient trop dense : chaos, meurtres, effondrement économique. La population humaine de ce coin désolé du monde s'est élargie grâce aux nutriments artificiels des profits tirés du pétrole, qui ont permis aux gouvernements de nourrir leurs peuples et de maintenir une classe moyenne artificielle au travail dans des bureaux au mieux inutiles et, au pire, harcelant la population pour des pots-de-vin.

Aucune nation sur Terre ne se prépare intelligemment à la fin du pétrole – et par là, j'entends 1) la fin du pétrole peu cher et abordable, et 2) la déstabilisation permanente des lignes d'approvisionnement actuelles. Ces deux conditions devraient être visibles aujourd'hui au centre des dynamiques géopolitiques, mais personne ne leur prête attention au milieu du brouhaha qui émane de l'Ukraine. Cette nation tragique et malheureuse, inspirée par les marionnettistes de l'Union européenne et des Etats-Unis, a répondu aux dernières sanctions imposées par la Russie en déclarant qu'elle bloquerait les livraisons de gaz russe vers l'Europe qui passent par les pipelines installées sur son territoire. J'espère que tous ceux qui se trouvent à l'ouest de Dnepropetrovsk se préparent déjà à brûler leurs meubles courant novembre. Voilà qui prouve à quel point la situation est devenue irrationnelle... et qui supporte mon point de vue.

Dans le cas où l'EIIL parvenait à établir un califat, il ne pourrait jamais le gouverner parfaitement et devrait continuer de présider sur un épisode tragique de saignées et d'éclatement social. C'est particulièrement vrai au sein de ce qui est aujourd'hui l'Arabie Saoudite, avec son élite sclérosée qui

s'accroche tant bien que mal à son pouvoir. Si et quand les maniaques de l'EIIL se mettaient à publier une avalanche de vidéos d'exécutions sommaires sur Youtube, quelles sont les chances que les techniciens qui s'occupent des infrastructures pétrolières de la région continuent de faire leur travail ? L'EIIL pourrait-il gérer toute cette machinerie à lui seul ? Je ne pense pas. Et je n'imagine pas voir les lignes de distributions pétrolières continuer de fonctionner comme le monde le demande. Si vous vous demandez d'où proviendra la troisième guerre mondiale, ne cherchez pas plus loin.

Et les Etats-Unis ne sont pas moins imbéciles que l'Ukraine. Nous nous sommes nous-mêmes vendu l'idée que le pétrole de schiste viendra nous sauver de nos déboires et nous extirper des conflits qui éclatent partout dans le monde autour du paradigme économique de la disparition du pétrole. Cette histoire de pétrole de schiste est un leurre. D'après mes calculs, nous pourrions encore nous rendre à Wal-Mart en voiture pendant à peu près un an avant de devoir réaliser dans quelle situation nous nous sommes mis. Ce qui est le plus étonnant, c'est que le public s'en rendra compte avant la classe politique. Cette dynamique apportera ce qui a précédemment été impensable (pendant ces 150 dernières années au moins) : la dissolution des Etats-Unis.

Cinq industries inquiètes du pic pétrolier

Par OilPrice.com - oilprice.com

Publié le 18 août 2014

Le débat autour de l'impact du pic pétrolier fait rage depuis des décennies. Bien que certains refusent encore de voir venir la fin de la consommation de masse de pétrole, les estimations les plus approfondies estiment son arrivée à 2020 ou 2030. Plus importantes encore que les estimations temporelles sont les conséquences du pic pétrolier. Certains parlent de la fin de la vie telle que nous la connaissons aujourd'hui, à tel point notre monde est dépendant de l'or noir. D'autres, qui ont une opinion tout aussi extrême, s'attendent à ce que l'humanité se confronte enfin à ses responsabilités. La vérité se trouve quelque part au milieu. Des sources d'énergie plus propres sont aujourd'hui développées, et deviennent de moins en moins chères et facile à adopter à mesure que les sociétés se lancent dans des programmes de recherche et développent de véhicules alimentés par des moyens nouveaux, par exemple. Mais les conséquences du pic pétrolier ne devraient pas être sous-estimées.

La société, au vu de la place occupée par le pétrole dans notre culture, fera face à de nombreuses difficultés. Les discours alarmistes qui mentionnent la lutte de l'humanité pour sa survie en l'absence d'électricité et l'incapacité des avions à décoller sont une chose, mais le pétrole est un composant important pour bien plus d'industries que ce qu'on pourrait penser.

Agriculture

L'industrie de l'agriculture est un très gros consommateur de pétrole, que ce soit pour l'irrigation, pour les véhicules motorisés mais aussi pour quelque chose de bien plus important. Nous savons tous que l'utilisation de fertilisants nous a permis de développer une agriculture de masse et de nourrir des milliards de personnes tout en nous débarrassant des famines et de la malnutrition dans le monde développé. Les fertilisants ne représentent peut-être que 20% de la consommation en énergie, ils n'en sont pas moins le plus important composant de l'industrie agricole après l'eau. Le mélange chimique que contient une grande majorité de fertilisants est appelé Haber-Bosch. Il s'agit d'un mélange de nitrogène et d'hydrogène, qui forment ensemble de l'ammoniac - et l'hydrogène est principalement un produit dérivé du pétrole. Le pic pétrolier indique donc la fin de ce type de fertilisants. Un débat est actuellement en cours à ce sujet. La composition des fertilisants devrait pouvoir se tourner vers le gaz naturel, et comprendre du méthane plutôt que de l'hydrogène. Jusqu'à ce que nous n'ayons plus de gaz, il semblerait que même dans l'incapacité de conduire jusqu'au McDonald's le plus proche, nous puissions toujours manger des burgers.

Plastiques

En 2011, 2,7% de la consommation totale de pétrole aux Etats-Unis était destinée à la fabrication de plastiques. Je parle en revanche ici de gaz de pétrole et de gaz naturels liquéfiés, puisque les Etats-Unis n'utilisent désormais plus de pétrole brut pour fabriquer du plastique. La même chose n'est pas vraie dans d'autres pays qui utilisent pour certains du pétrole brut et du gaz pour fabriquer des granules plastique, qui sont des dérivés du polystyrène. Ces petits granules de plastique sont une forme de plastique de pré-production confectionnés par millions (27 millions aux Etats-Unis) avant

d'être transportés vers des usines pour y être fondus sous forme de composants plastiques. Les objets de la vie de tous les jours faits de ces granulés sont entre autres les bouteilles en plastique, les bocaux, le cellophane et les Tupperware.

Produits chimiques

10% du pétrole brut est raffiné pour fournir les industries chimiques en ressources de base, ce qui masque l'importance du pétrole pour les industries desquelles nous dépendons chaque jour. 80% des produits cosmétiques sont dérivés du pétrole, dont une majorité de [cires, de parfums, de teintures, de mousses à raser, de shampoings et d'après-shampoings](#). Si vous faites partie de ceux qui préfèrent avoir « l'air naturel », vous aurez vous aussi des soucis après le pic pétrolier. La glycérine, un élément pétrochimique important, est un composant vital de la lessive et des liquides-vaisselle.

Santé

Les jours où l'on s'étalait encore du pétrole sur les plaies sont bien heureusement révolus. En revanche, depuis les vétérans de guerre à la recherche d'une nouvelle prothèse jusqu'aux enfants qui ont couru avec des ciseaux à la main, le pétrole continue de nous aider. Les bandages et membres artificiels, les lunettes et les valves cardiaques sont des produits dérivés du pétrole. L'utilisation de pétrole par les entreprises pharmaceutiques fait de sociétés comme Bayer & Pfizer de très gros consommateurs de pétrole. L'industrie de la santé est en danger compte tenu de sa consommation de plastique, de matériaux chirurgicaux et autres. En 2010, 1,5 million de kilos de plastique ont été utilisés par l'industrie de la santé. Une pénurie de pétrole causerait donc beaucoup de tort aux médecins comme aux patients.

Homéopathie

Je vous ai dit il y a une centaine de mots que les jours où l'on s'étalait encore du pétrole sur les plaies étaient révolus. Ce n'est pas tout à fait vrai. Chose amusante concernant une industrie qui fait aujourd'hui la guerre au pétrole, l'homéopathie distille du pétrole et prétend qu'il est capable de soigner depuis les [migraines jusqu'à l'eczéma](#). Apparemment, la distillation de pétrole

brut et d'acide sulfurique peut permettre d'obtenir un remède efficace contre le psoriasis lorsque ce mélange est appliqué directement sur les plaies, ou encore contre les brûlures d'estomac. Bien que les preuves en soient purement circonstancielles, l'industrie du pétrole pourrait s'attirer des défenseurs inattendus.

Comment faire fortune dans l'herbe !

18 août 2014 | [Bill Bonner](http://la-chronique-agora.com/fortune-herbe/) | <http://la-chronique-agora.com/fortune-herbe/>

▪ Les marchés sont paresseux. C'est encore les vacances. Les gens ont mieux à faire que regarder les terminaux Bloomberg et parier sur les actions. Alors tournons notre attention vers d'autres choses, nous aussi. Et plus précisément...

Comment faire fortune dans l'herbe !

"Gagner un milliard de dollars, ça te tente ?" Tel était l'e-mail envoyé par un ami. Il était parfaitement sérieux.

"Je ne sais pas si tu suis le développement du cannabis médical au Colorado, en Californie, à Washington et ailleurs, mais c'est très clair — c'est fantastiquement lucratif".

Récemment, lors d'une soirée, un ami a sorti un joint, l'a allumé et l'a fait passer. Imaginez notre surprise ! Nous n'avions pas vu de marijuana depuis 1969.

Nous avons envie d'en prendre une grande bouffée... de remplir nos poumons... et revivre ces jours heureux. (Est-ce que quelqu'un pourrait mettre *Sympathy for the Devil*, merci...) Mais le joint n'est jamais arrivé jusqu'à nous. Il est parti en fumée, accaparé par nos amis.

Le retour de la marijuana dans la classe moyenne — et notre propre réaction juvénile à son égard — nous a fait nous poser des questions : les baby-boomers rajeunissent-ils ? Si oui, peut-être qu'investir dans le secteur du cannabis médical est une bonne idée. Notre ami est de cet avis, en tout cas.

Il n'est pas le seul. Il y a quelques mois seulement, un autre ami nous a offert l'opportunité d'investir dans une affaire similaire au Canada. Nous avons décliné. Hélas... nous n'atteindrons peut-être jamais le statut de milliardaire !

La marijuana, dit-on, sera bientôt largement accessible pour les gens qui en

ont besoin... et les autres. Surtout les baby-boomers. Ils sont le public cible. Ils ne craignent pas l'herbe... et ils ont abondance de maux, douleurs et anxiétés qu'elle pourrait soulager.

Des recherches suggèrent que fumer trop de cannabis durant sa jeunesse peut freiner la croissance intellectuelle ou émotionnelle. Cela peut nuire à votre carrière ou votre vie de famille. Mais pour les baby-boomers, ce n'est pas une menace. Ils ont déjà fait un beau gâchis de leur carrière et de leur famille. Ils doivent désormais vivre parmi les débris... avec peu de responsabilités et beaucoup de temps libre. Beaucoup pensent que le cannabis aide.

▪ **Pourrait-il aider leurs finances à planer aussi ?**

D'abord, nous avons écarté cette possibilité. La marijuana est trop simple à cultiver. Elle sera bon marché et facilement accessible à tous. Les marges seront étroites, sans "rempart" pour écarter les concurrents.

Mais les autorités ne sont pas stupides.

Si le cannabis était simplement légalisé, les prix seraient probablement bas... l'offre abondante... et les profits rares. C'est peut-être là la véritable raison pour laquelle il n'a pas encore été légalisé. Il n'y avait pas de profits à en tirer. Les dealers... la police... les prisons... tous étaient ligués pour le maintenir dans l'illégalité. Mais si, au lieu de le légaliser, on pouvait le transformer en monopole d'Etat ? On pourrait alors émettre des licences réservées à ceux qui contribuent aux campagnes électorales. Seuls quelques cultivateurs soigneusement surveillés seraient autorisés à exercer... la distribution serait sévèrement contrôlée... et la concurrence serait interdite. Il y aurait alors de belles marges à se partager.

Notre ami commente : "nous avons un ami qui travaille dans la législation. Il se trouve qu'il est étroitement impliqué dans l'initiative du gouverneur pour légaliser le cannabis médical".

"Nous avons fait des investissements substantiels dans des contacts politiques au [capitole de l'état]". Le fruit de ces investissements, poursuit-il, sera un système de licence explicite, donnant à quelques intervenants bien placés ce qui est, essentiellement, des franchises monopolistiques dans le secteur du cannabis.

Même en matière de substances hallucinogènes... les dés sont pipés.

Comment les banques centrales provoquent les crises financières

18 août 2014 | [Mory Doré](#) | <http://la-chronique-agera.com/banques-centrales-crisis-financieres/>

▪ Nous disons et écrivons très souvent que l'économie est largement financiarisée depuis plus de 15 ans. Nous vivons dans une économie de bulles d'actifs financiers. En fait, lorsqu'une bulle éclate sur un actif, on assiste généralement à la naissance d'une nouvelle bulle sur un autre actif car l'argent abondamment créé par les banques centrales ne peut, en général, être repris sous peine de provoquer d'énormes pertes en patrimoine chez les investisseurs privés ou de créer une crise bancaire.

Nous sommes donc en plein aléa moral puisque certains acteurs financiers ne sont pas assez rigoureux dans l'analyse du risque de leurs investissements ; ils se reposent sur le fait qu'ils ont une capacité de nuisance systémique et qu'en conséquence il y aura toujours un prêteur/sauveur en dernier ressort (en l'occurrence la banque centrale de sa zone monétaire).

C'est l'une des principales origines des crises financières que nous connaissons depuis les années 2000 : des politiques monétaires trop accommodantes pour ne pas dire laxistes avec un environnement de taux "anormalement" bas et donc de coûts de financement très avantageux (taux emprunts d'Etat de plus en plus ridicules, écarts de taux vis-à-vis des taux de *swap* ne rémunérant que très peu ou même pas du tout le risque bancaire ou d'entreprise)

La crise financière est inévitable lorsque l'investisseur va chercher du rendement sur des classes d'actifs de plus en plus risquées parce que les actifs prétendus les plus sûrs — comme les emprunts d'Etat (Etats-Unis, Royaume-Uni et grands Etats de la Zone euro) — rapportent de moins en moins.

La crise financière peut devenir particulièrement violente — comme en 2007-2008 — lorsque de surcroît les produits de placement classiques (y compris les plus risqués) rapportent moins alors même que les exigences de rentabilité restent inchangées ; d'où l'innovation financière pour fabriquer des produits structurés sophistiqués et complexes censés procurer du rendement avec un risque maîtrisé.

▪ **La séquence de crise est la suivante**

Phase 1 : un investisseur institutionnel achète des titres d'Etat AAA (actifs refuge) à un taux moyen de 3% en empruntant à 1%, soit une marge nette d'intérêt de 2% qui correspond à l'objectif imposé par ses clients ou actionnaires. Oui mais voilà, sur les marchés financiers tout le monde fait la même chose en même temps avec peu ou prou les mêmes objectifs de rentabilité et les mêmes contraintes comptables et réglementaires.

La demande sur ces titres d'Etat AAA reste très soutenue car les banques centrales les rachètent dans le cadre de leurs mesures non conventionnelles et la réglementation incite les banques commerciales à en avoir ; les prix s'envolent et les rendements baissent jusqu'à 2%. De nouveaux achats réduiraient donc la marge de transformation à 1% en supposant inchangées les conditions de refinancement. Problème : la rentabilité exigée par les clients ou actionnaires reste la même à 2% de marge.

Phase 2 : ainsi, quels que soient son aversion au risque, son opinion des fondamentaux macroéconomiques, son jugement sur la solvabilité des émetteurs qu'il va rentrer en portefeuille, notre investisseur institutionnel doit rechercher des actifs qui rapporteront au moins 3%. Il pourra alors choisir d'investir sur de la dette souveraine moins bien notée (A voire BBB) et de la dette d'entreprise. Il prendra donc plus de risque pour maintenir sa marge.

Vous commencez à comprendre pourquoi les emprunts d'Etat à 10 ans de pays tels que l'Espagne ou l'Italie rapportent aussi peu (respectivement 2,60% et 2,80% début août) ; pourquoi également les écarts de taux sont aussi resserrés.

Les professionnels de l'investissement sur les marchés financiers vous expliquent qu'ils sont "benchmarkés", c'est-à-dire comparés entre eux, et obligés d'aller investir leurs excédents de liquidité sur tout actif qui surperformerait les taux prétendus sans risque. On peut considérer aujourd'hui comme taux réellement "sans risque" le taux monétaire Eonia mais plus nécessairement une obligation d'Etat même à court terme.

Seulement voilà, l'expérience prouve qu'investir de manière insouciant pour des raisons réglementaires, comptables ou psychologiques (faire comme tout le monde), crée justement des bulles dont l'éclatement aura vite fait d'anéantir le rendement attendu.

Phase 3 : la poursuite de la course au rendement va provoquer une hausse continue des prix des actifs et donc une baisse de leurs rendements. Ainsi les

titres d'Etat achetés à 3% dans la phase 1 et rapportant 2% dans la phase 2 vont se renchérir avec des rendements s'effondrant à 1%. Tandis que les obligations d'Etats (notées de A à BBB) et d'entreprises acquises à 3% de rendement durant la phase 2 ne rapporteront plus que 2% en phase 3.

Malgré cela, la rentabilité exigée par les clients ou les actionnaires reste maintenue à 2% de marge ; ainsi en supposant toujours inchangées les conditions de refinancement à 1% garanties par la Banque centrale, nos investisseurs vont devoir coûte que coûte aller investir sur des actifs qui rapporteront 3%. Cette fois, ils vont être tentés de se porter sur des produits structurés dégagant par exemple une marge de 1% supérieure aux obligations d'entreprises achetées lors de la phase précédente.

Pour ce faire, l'arrangeur-structureur de ce type de transaction prendra une exposition à effet de levier sur un portefeuille d'obligations d'entreprises. Au-delà de la surévaluation des actifs financiers, la course au rendement débouche sur des risques de course au levier et à l'endettement. C'est exactement ce qui s'est passé en 2006 et 2007.

Nous sommes donc installés dans un système de crises financières successives parce que la course au rendement reste déconnectée du risque pris.

Les fondamentaux économiques sont dans le meilleur des cas ignorés, dans le pire des cas méprisés ; ce qui crée des situations totalement délirantes sur l'évaluation de certains actifs financiers. Le risque est amplifié avec la persistance du recours à l'emprunt pour répondre aux contraintes de rentabilité.

▪ **La BCE schizophrène**

La Banque centrale européenne (BCE) le dit ouvertement mais a mis en place de nouvelles mesures dites non conventionnelles lors de sa réunion mensuelle du 5 juin 2014 — ce qui conforte les investisseurs dans leurs choix dangereux.

N'oublions pas le second visage de la BCE et son futur rôle de superviseur des banques de la Zone euro à partir du 4 novembre 2014. Ainsi dans la nouvelle édition de sa *Revue sur la stabilité financière*, la banque centrale met en garde contre l'éventualité d'une brusque inversion de tendance sur les marchés financiers.

"En même temps que la recherche de rendement, les préoccupations concernant la formation de déséquilibres et la possibilité d'une remise en cause brusque et désordonnée des flux d'investissement récents s'intensifient".

Aussi les banques, assureurs et fonds de pensions devraient constituer "*des coussins suffisants pour amortir une normalisation des rendements*". Oui la Banque centrale européenne schizophrène reconnaît officiellement l'anomalie des rendements.

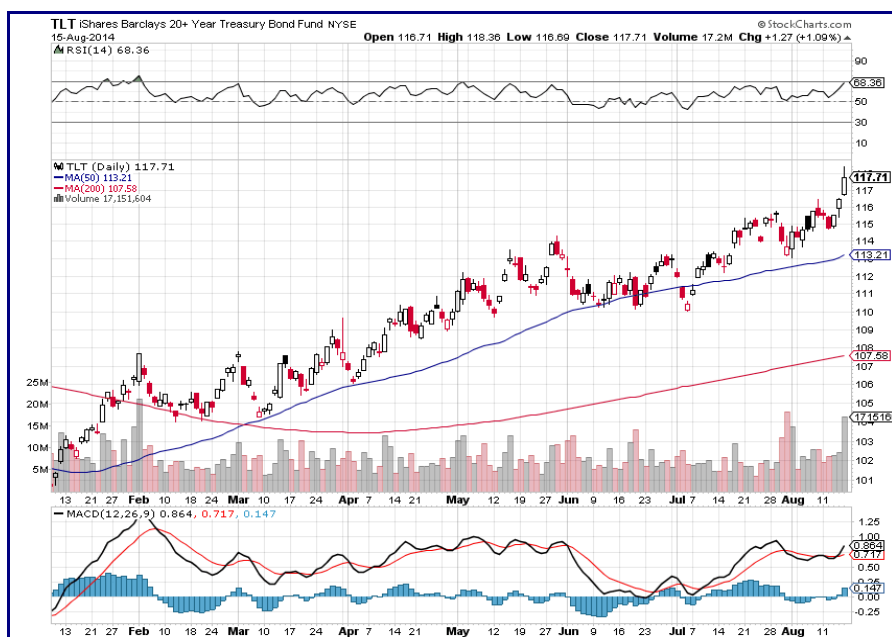
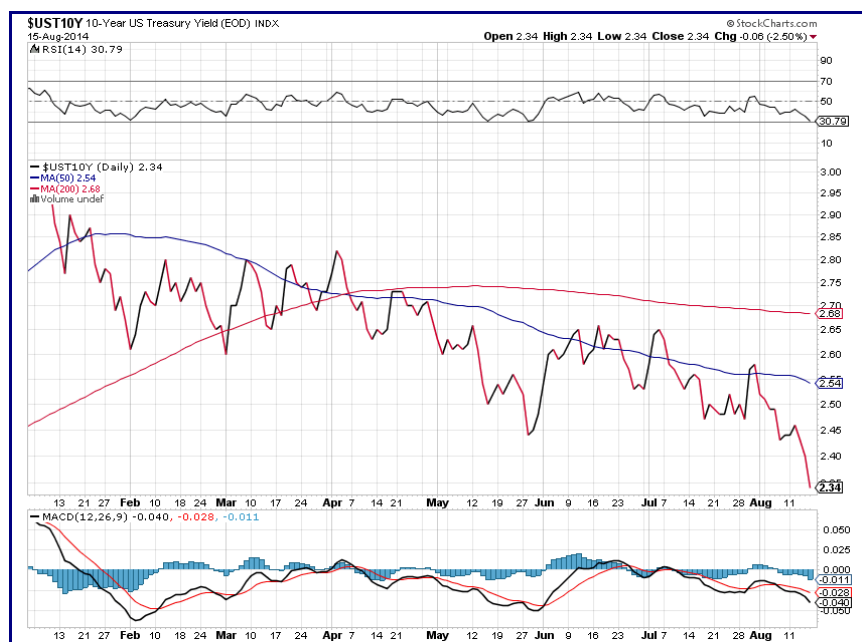
Et elle semble bien impuissante tant il est difficile de choisir entre l'éclatement brutal de bulles d'actifs financiers (générateurs de krachs sans précédent) et la persistance de l'inefficacité financière (une liquidité anormalement abondante qui ne sert économiquement et socialement à rien).

Les banques centrales prises à leur propre piège

Pierre Leconte Forum monétaire de Genève 15 août 2014

En faisant chuter leurs taux d'intérêt à court terme à zéro ou à des niveaux négatifs, les banques centrales ont, selon le conseil de Keynes, « euthanasié le rentier », dont l'épargne placée « sans risque » (en dépôt bancaire ou à la Caisse d'épargne par exemple) ne rapporte plus rien. D'où le rush, depuis le début de 2014, vers les obligations de certains Etats qui offrent encore un taux d'intérêt positif et surtout un gain en capital au fur et à mesure que les taux d'intérêt à moyen et long termes se rapprocheront eux-aussi de zéro (ce qui est caractéristique des périodes de stagflation ou de déflation).

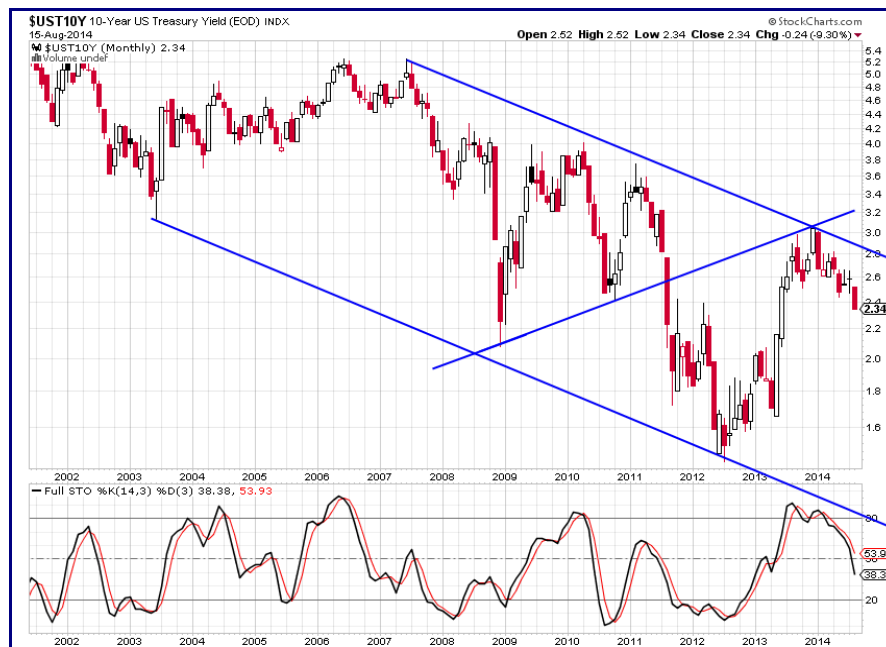
Plus les taux à 10 ans US baissent, plus les obligations d'Etat US (TLT) montent:



Et si les taux à 10 ans US rechutaient vers leurs plus bas de 2012 vers 1,45 % (ce qui est notre objectif et celui de Steen Jacobsen, l'économiste de Saxo Bank) ... Les obligations d'Etat US (TLT) iraient alors à des niveaux stratosphériques... Ce qui provoquerait une crise de liquidités déflationniste que les banques centrales seraient incapables de traiter (en dépit de leur création monétaire massive artificielle absorbée par la « trappe à liquidités ») et une chute des actions, l'essentiel de l'épargne mondiale sortant des actions et allant sur les obligations d'Etat...

Ce qui consacrerait la faillite des politiques keynésiennes de baisse artificielle des taux courts, de création monétaire non moins artificielle, de dépenses

publiques inconsiderées et de répression financière, bref tout ce que font banques centrales et Etats depuis des années.



Mais les banques centrales ont aussi cassé la consommation puisque, en déflation, les consommateurs repoussent leurs décisions de dépenses pour tenter d'acheter ensuite les biens et services moins cher, d'autant que les Etats (constamment sur-endettés) continuent de les écraser d'impôts ce qui réduit leur pouvoir d'achat. D'où la faiblesse des économies qui accroît ensuite le chômage de masse, du fait des licenciements décidés par les entreprises qui, faute d'être rentables, se séparent de leur personnel. Ce qui, évidemment, entretient la hausse des déficits publics faute de croissance économique suffisante.

En outre, les banques centrales, en créant la bulle des actions par leurs politiques de Quantitative Easing et d'autres injections massives de liquidités gratuites, tout en achetant elles-mêmes lesdites actions, ont conduit les grandes entreprises à utiliser leurs liquidités dans le rachat massif de leurs propres actions, tout cela ayant propulsé les bourses à des niveaux d'« exubérance irrationnelle ». Mais a aussi affaibli la croissance économique puisque la trésorerie des entreprises ne s'investit plus dans l'économie réelle et que les grandes banques cessent de prêter.

Il n'y a plus qu'à attendre l'inéluctable chute des actions pour que la récession économique s'aggrave et que le supposé « effet richesse » entretenu par leur hausse initiale finisse par s'inverser. Les banques centrales seront

alors totalement incapables d'agir et les ajustements trop longtemps différés se réaliseront. A notre avis, dans le sens d'une hausse supplémentaire de certaines obligations d'Etat du fait de la chute renouvelée des taux d'intérêt à moyen et long termes et d'une forte baisse des actions qui vient juste de commencer. D'autant que le ratio actions US/obligations US est très surévalué et ne peut que diminuer sensiblement.

Pour des raisons tenant au cycle économique dont la faiblesse s'aggrave comme à la situation géopolitique globale de plus en plus tendue, c'est en octobre-novembre 2014 (coïncidant avec les élections parlementaires de mi-mandat aux USA affaiblissant gravement Obama, alors même que la crise énergétique en Europe battra son plein avec le retour de l'hiver puisque l'Ukraine sera privé de livraisons pétrolières et gazières russes et que la double guerre en Syrie et Irak -compliquée par l'affaire du nucléaire iranien non-réglée qui reviendra à l'ordre du jour- deviendra incontrôlable pour les Occidentaux, sans compter le virus ébola qu'évidemment on n'aura pas éradiqué) que l'accélération des évolutions précitées des marchés devraient se produire avec le plus d'intensité (possibilité de krach des actions et d'explosion à la hausse des obligations). Jusque-là ce sera vraisemblablement graduel sur les actions avec des reprises temporaires suivies de rechutes lourdes mais plus régulier sur les obligations qui ne devraient plus corriger à la baisse avant longtemps.

Lire l'étude historique ci-dessous (double-cliquer les graphiques qu'elle contient pour les agrandir) qui démontre ce que nous exposons depuis plusieurs mois à savoir que la baisse des taux d'intérêt à moyen et long termes fait mécaniquement et inéluctablement monter les obligations d'Etat des grands pays, ce qui ouvre la voie à la chute des actions.

- **Partout les économies s'affaiblissent, rentrent en récession ou en déflation:**
- La dégradation économique (déflationniste) fait baisser les prix des matières premières (ce qui n'est pas du tout porteur pour l'or et l'argent-métal):
- La situation géopolitique est devenue incontrôlable et le risque de guerre s'accroît:

L'affrontement...

Patrick Reymond 16 août 2014

On vit une époque formidable. L'affrontement entre les peuples et les armées est commencé, ici en Ukraine, aujourd'hui à [Ferguson](#). Les chars, les mitrailleuses lourdes déployés contre les manifestants, cela sent furieusement la manière de faire de l'URSS.

Encore n'a t'il fallut, pour l'instant, que les déployer. Sans doute, les parents de la jeune victime feront ils condamner la ville de Ferguson à des millions d'indemnités. Et les livraisons du gouvernement (les départements de police ont acquis depuis 2006 435 véhicules blindés, 533 avions, 93.763 mitrailleuses et 432 véhicules blindés avec protection contre les mines.) seront caducs. Les policiers auront été virés. Pour cause de compression budgétaire.

93763 mitrailleuses. Impressionnant. Le problème, c'est que quand on commence une guerre comme cela, on sait quand on la commence, [et pas quand on la finit](#).

Parce qu'il n'y a personne avec qui signer la paix. En 1865, aux USA justement, les conditions militaires faites au vaincu sudiste furent très généreuses.

On avait trop peur que la guerre se poursuive. Dans les faits, elle s'est poursuivie, par les bandes armées, quelquefois plus de mille membres, par le banditisme de longue haleine, style, "frères James", et surtout, le KKK, la lutte politique, et j'en passe. On dit souvent, d'ailleurs, que la sécession du sud des USA n'a finie que dans le milieu des années 1960.

Ces centurions, d'ailleurs, sont comme les mercenaires, totalement incapables de maintenir l'ordre, et si le calme peut se faire là où ils sont, le désordre se fait ailleurs, où ils n'interviennent pas. Les magasins sont pillés, incendiés, et les victimes de ces agissements seront bien aises de voir des robocop garder la place centrale et la mairie.

La France fait une croissance de... 0 %, nous dit on. J'aime bien le mot croissance, allié au chiffre zéro. [Le modèle allemand](#) fait lui - 0.2 %, [L'Italie](#) est en récession (donc depuis 2 trimestre), en Grèce, [la récession](#) "faiblit", [La Roumanie est en récession](#), le Portugal y échappe grâce à ses exportations. , mais là, on apprend, que sa croissance, de 0.6 %, suit une "[croissance négative](#)", de 0.6 %.

Donc, - 0.6 suivit de + 0.6, la dépression l'emporte toujours...

Le modèle allemand est basé sur les exportations. Et on apprend que l'excédent commercial a ses vapeurs... On parle de "balance commerciale négative", mais c'est idiot. La balance commerciale semble toujours très positive, mais un peu moins, et ce "un peu moins" crée le drame. Parce que, si la balance commerciale devenait réellement négative, ce serait du - 20 %, pas du - 0.2 %.

Dans ce contexte là, on jacasse aussi sur les difficultés économiques russes, "causées" par les sanctions économiques. En réalité, les difficultés économiques sont du ressort des difficultés économiques générales, aux USA, au Japon, lui, en dégringolade complète...

- 6.8 % au deuxième trimestre pour le Japon. Ce n'est plus une récession, c'est un gouffre, la terre qui s'ouvre sous ses pieds.

Pour les USA, c'était un - 2.1 % au premier trimestre, suivi d'un + 4 %. Bien entendu, le 2.1 % fut "provisoirement", annoncé comme croissance, avant de devenir négatif, sans doute comme les + 4 %. C'est un tic chez les économistes américains, on dit n'importe quoi, et on corrige.

Bref, la récession mondialisée va conduire à des tonnes de Ferguson.

La croissance était nulle en Europe au premier trimestre, elle n'a pas davantage de couleurs.

Bébé veut pas...

Patrick Reymond 17 août 2014

L'UE européenne ne veut pas que l'Amérique latine la remplace comme fournisseur de produits alimentaires à la Russie.

On se demande comment ils vont faire ? Faire la guerre à l'Amérique latine. C'est bon, on peut y aller, contre le Venezuela et Cuba, elle est en cours depuis longtemps.

"« Nous allons parler avec les pays qui peuvent potentiellement supplanter nos exportations pour leur indiquer que nous attendons d'eux qu'ils ne profitent pas injustement de la situation » a expliqué un représentant de l'Union Européenne au Financial Times. "

Je pense connaître déjà la réponse et vous la livre en exclusivité : "Gros C..." Mais en langage diplomatique, SVP...

Economie : l'Europe paie le prix de sept années de politiques d'austérité

Blog de la résistance authentique 18 août 2014

Les derniers chiffres de la croissance en Europe confirment ce que de nombreux économistes hétérodoxes s'évertuent à dire depuis plusieurs années, comme par exemple Jacques Sapir, à propos du mécanisme récessif enclenché par des politiques d'austérité en période de crise. Si dans un premier temps, les chiffres positifs de l'économie allemande avaient servi de justificatif à tous les idéologues de la politique de l'offre, avec comme objectif de copier le modèle ordo-libéral d'outre-Rhin axé sur la compression de la demande interne et l'exportation, la généralisation de ce modèle à toute l'union abouti aujourd'hui logiquement à la chute des exportations allemandes suite à la compression de la demande dans l'ensemble de la zone euro et à l'évidence macro-économique de la faillite des politiques d'austérité.

Cet échec de l'idéologie ordo-libérale basée sur la réduction de la dépense publique, la compression de la demande interne, et la stimulation des exportations par la baisse des coûts, avait pourtant été diagnostiqué depuis de nombreuses années par certains économistes comme Frédéric Lordon ou Jacques Sapir. L'effet récessif cumulé de l'ensemble de ces politiques austéritaires au niveau européen vient aujourd'hui toucher de point foudroyant le sacro-saint modèle germanique dont le PIB vient de se contracter au deuxième trimestre 2014. En réaction, les instances de l'UE viennent de déclarer qu'une hausse des salaires en Allemagne était maintenant « indispensable », ce qui revient à balayer d'un revers de main toute l'orthodoxie économique de la politique de l'offre appliquée depuis près de 6 ans à l'ensemble de la zone euro, et plus particulièrement aux pays sous tutelle de la Troïka comme la Grèce ou le Portugal.

Il faut ici rappeler que l'ensemble de ces politiques d'austérité motivées par le modèle allemand de la politique de l'offre, destiné à rétablir les comptes publics par l'excédent de la balance commerciale, ont abouti à la destruction complète des systèmes sociaux grecs, portugais, espagnols ou encore italiens. L'application de ces politiques a également abouti à un recul sans précédent du niveau de vie des populations du sud de l'UE, avec notamment des baisses de plus de 20% des pensions en Grèce, une coupe sombre dans les effectifs de la fonction publique, une diminution des salaires de l'ordre de 10% au

Portugal ou encore 12% en Irlande. On a assisté également dans l'ensemble des pays à un relèvement des taux de la TVA afin de réorienter le poids des recettes fiscales des entreprises vers les ménages et la consommation.

Dans le même temps ces mesures de « compression de la demande » interne étaient couplées à des mesures allant dans le sens d'une « politique de l'offre » par une diminution des impôts sur les sociétés, comme le CICE en France pour un montant de 50 milliards d'euros, sensées relancer les exportations. L'application de cette recette ordo-libérale a débouché sur une dégradation généralisée des comptes publics et un accroissement du déficit public dont la Grèce reste l'exemple le plus dramatique puisqu'elle a perdu près de 25 points de PIB depuis la mise en vigueur des « réformes structurelles » imposées par la Troïka.

Ceci explique aujourd'hui que la consommation soit insignifiante au sein de la zone euro, que l'investissement des entreprises recule, et donc que les exportations allemandes chutent...

Les modèles économiques utilisés en cause

Les modèles macro-économiques utilisés par les institutions internationales comme nationales sont directement mis en cause par cet échec patenté des politiques de l'offre. Le FMI relevait ainsi dès 2013 que son modèle avait [sous-estimé le multiplicateur budgétaire](#). Ce dernier considérait alors qu'un point de dépense publique se traduisait par 0.5 point de croissance du PIB, soit une évaporation mystérieuse de 0.5 point d'argent public investi. C'est ce modèle aberrant qui considérait que la moitié de l'argent public injecté dans le circuit économique s'évaporait, qui a pourtant servi de justificatif théorique à la politique de l'offre dans l'ensemble de la zone euro. Dès 2013, l'économiste Jacques Sapir relevait, suite à la sortie des économistes du FMI, que ce multiplicateur de la dépense publique [était en réalité plus proche de 1.6%](#). On aurait ainsi une baisse de 1.6 point de PIB pour 1 point en moins de dépense publique, ce que la situation catastrophique actuelle des économies de la zone euro semble confirmer.

Au final quel est le bilan des politiques de l'offre ?

Au niveau macro-économique, l'effet conjugué des politiques d'austérité au niveau européen aboutit aujourd'hui à une situation de récession généralisée

qui emporte l'Allemagne elle-même dont l'exemple avait pourtant servit de justificatif à l'adoption de ce modèle. La politique de l'offre, dont toute la presse économique et les éditorialistes nous ont rebattu les oreilles depuis plusieurs années, dont le MEDEF avait fait son cheval de bataille jusqu'à convertir le gouvernement « socialiste » de François Hollande, signe donc aujourd'hui sa faillite alors que le CICE commence tout juste à être mis en oeuvre dans notre pays. Le service économique du journal Le Monde vient ainsi de découvrir que [« les politiques d'austérité ont pesé négativement sur les économies européennes »](#) alors que ces dernières années les éditoriaux à la gloire du modèle allemand et de la rigueur budgétaire ce sont succédé dans ses colonnes, comme par exemple [celui-ci](#) qui titre : « **la France doit tenir son cap** » et dont je vous laisse savourer le premier paragraphe à la gloire de l'orthodoxie germanique :

Plein-emploi, excédent budgétaire, frémissement de la croissance : l'Allemagne affiche une santé économique qui ne peut faire que des jaloux. Les succès d'Angela Merkel sont une humiliation pour l'Europe du Sud et la France, dont le décrochage est patent. La France souffre d'un chômage deux fois plus important que son voisin, a enregistré un déficit budgétaire considérable de 4,8 % du PIB en 2012 et se trouve aujourd'hui en stagnation.

Mais le meilleur reste cependant la conclusion finale qu'il est amusant de replacer dans le contexte actuel :

La France, elle, n'a pas connu de vraie rigueur.

Au final, le seul bilan positif de ces politiques économiques concerne les grandes entreprises, qui ont pu reconstituer leurs marges sur le dos des consommateurs et des états, profitant des allègements fiscaux. Ces marges ont elles-mêmes alimenté la montagne de cash des multinationales qui n'ont pas réinvesti ces liquidités dans un contexte de demande atone mais préféré racheter leurs propres actions et distribuer l'argent à leurs actionnaires. Les sociétés du CAC 40 vont ainsi reverser près de [40 milliards d'euros de dividendes en 2014](#). Les seuls bénéficiaires de ces politiques sont donc in fine les actionnaires et les marchés actions qui se maintiennent à des niveaux stratosphériques alors que la situation économique globale n'a jamais été aussi mauvaise. Champagne !

Villes américaines, futures zones de guerre?

Source: Vineyardsaker.fr via Sott.net 17 août 2014



© Inconnu, La police américaine dans la ville de Ferguson (USA, État du Missouri)

La répression actuelle des manifestations populaires à Ferguson [1], Missouri, a attiré l'attention non seulement sur la façon dont la police a sauvagement abattu un jeune noir mais surtout sur la façon dont cette même police, équipée de matériels militaires lourds, réprime actuellement des manifestations de protestations qui n'ont rien d'inaccoutumé.

Il apparaît maintenant que les forces de sécurité intérieure (police, garde nationale) américaines ont été très récemment dotées d'équipements et de moyens jusqu'ici réservés aux militaires dans les zones de guerre. On pourrait penser qu'il s'agit de la simple récupération de matériels qui ne sont plus utilisés en Afghanistan et dans d'autres conflits dont l'Amérique semble actuellement se retirer. Mais il n'en est rien.

Il s'agit, non seulement pour la police mais pour l'armée, de se préparer à conduire des opérations militaires en milieu urbain. Et ceci non dans des pays où l'armée et les « *secret forces* » à son service interviennent déjà, comme en Ukraine, mais dans des capitales de pays réputés alliées et sur le territoire américain lui-même. En d'autres termes, en ce qui concerne les États-Unis, il s'agit pour le pouvoir américain de préparer la répression armée de manifestations s'en prenant à certains lieux représentant les

symboles du pouvoir, et ceci, dans tous les états de l'Union, qu'ils soient réputés pauvres ou au contraire favorisés.

La question avait été évoquée il y a maintenant quelques années dans la foulée des rassemblements, d'ailleurs pacifiques, tenus à Wall Street et repris ailleurs, sous le slogan « *Occupy Wall Street* ». Il s'est trouvé que ces rassemblements se sont éteints d'eux-mêmes, peut-être à la suite de menaces d'arrestation formulées contre certains leaders. Mais l'on s'était demandé ce qui se serait passé si, loin de s'éteindre, les manifestations s'étaient diffusées et radicalisées. Très certainement le pouvoir n'aurait pas laissé faire, utilisant lui-même des moyens de plus en plus violents (et illégaux au regard du droit coutumier régissant aux États-Unis ce genre d'évènements).

La guerre dans les mégacités

Or aujourd'hui, la question ne se pose plus. Au delà de ce qui se passe à Ferguson, un article récent du World Socialist Web Site [2] apporte des éléments clairs de réponse. La priorité du Pentagone est désormais de préparer les forces militaires à la guerre en milieu urbain. Les conflits récents, à Gaza, en Syrie ou en Ukraine, montrent clairement que c'est dans de tels milieux que la répression est la plus difficile, non parce qu'elle entraîne des pertes civiles vite réputées insupportables, mais parce que l'urbanisation empêche le déploiement de moyens militaires lourds. C'est ce qu'avait bien compris en son temps le Baron Haussmann sous le Second Empire français, faisant raser les quartiers parisiens historiques et les faisant remplacer par de grands boulevards propices à l'emploi de l'artillerie.

Dans les derniers conflits cités ci-dessus, les forces militaires engagées n'ont pas hésité à canonner les quartiers d'habitations. Mais il faut désormais faire plus, entraîner les troupes à combattre dans des villes encore trop peu détruites pour être facilement conquises – ou bien, s'ils s'agit de villes métropolitaines américaines, encore intactes mais à conquérir pour en éliminer

d'éventuels opposants civils. Dans le Neguev dès 2001, l'armée américaine avait construit une ville artificielle, dite *Urban Warfare Training facility*, où des combats de rue simulés sont depuis organisés, conjointement avec l'armée israélienne. Mais il faut faire plus, entraîner les troupes à combattre dans des villes de 10 millions ou plus d'habitants, dite « *megacities* ». Cette doctrine a été présentée dans un document que chacun peut depuis juin 2014 consulter sur Internet « *Megacities and the United States Army: Preparing for a complex and uncertain future* » [3] (Les mégacités et l'armée américaine : se préparer pour affronter un futur complexe et incertain).

Les aires métropolitaines correspondantes y sont présentées comme les futurs champs de bataille où l'US Army (l'armée américaine) devra être déployée. Certains exemples sont donnés : Dhaka au Bangladesh, Lagos au Nigeria, Bangkok en Thaïlande, Mexico City au Mexique, Rio de Janeiro et Sao Paulo au Brésil... mais aussi la ville de New York, aux États-Unis même. On peut se demander pourquoi Paris ou Berlin ne sont pas présentées aussi comme « *cases studies* », et ce qu'auraient dit nos gouvernements si cela avait été le cas.

Ces villes, selon le Pentagone, seront des terrains de guerre parce qu'elles génèrent des inégalités croissantes et que ces inégalités elles-mêmes génèrent des protestations de plus en plus nombreuses. Il ne fait aucun doute, pour le Pentagone, que les protestataires s'équiperont de moyens militaires et s'efforceront de renverser l'ordre établi, avec l'appui probable de certaines populations de ces quartiers, notamment récemment immigrées. Ils mèneront des guerres dites de 4e génération, qui ont été relativement meurtrières pour l'armée américaine en Irak et Afghanistan. Aussi, sans attendre, le Pentagone est-il en train de mettre en place en Virginie un « *US Army Asymmetric Warfare Group training center* » (centre d'entraînement de l'armée américaine à des opérations de guerre asymétrique) destiné à entraîner l'armée à mener de telles guerres, dans des milieux urbains simulés.

Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi la police métropolitaine américaine est désormais lourdement équipée, chaque fonctionnaire devenant un véritable « *Robocop* ». N'en disons pas plus ici. Chacun pourra se demander si ces façons de mener la lutte des classes s'étendront aux États-Unis et si, en ce cas, elles seraient favorablement accueillies en Europe. Nous pouvons penser, non sans appréhension, que la réponse à ces deux questions serait affirmative.

Notes :

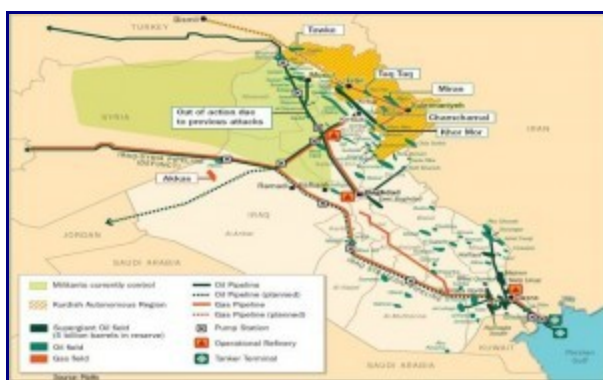
[1] Ferguson, État du Missouri est une petite ville de 20.000 habitants (wikipedia, anglais)

[2] Le World Socialist Web Site est une publication en ligne du Comité international de la Quatrième Internationale (CIQI), en anglais et en différentes autres langues, dont le français.

[3] Megacities and the United States Army, preparing for a complex and uncertain Future. Equipe ayant participé à la conception du document : Colonel Marc Harris, Lieutenant Colonel Robert Dixon, Major Nicholas Melin, Command Sergeant Major Daniel Hendrex, Sergeant Major Richard Russo and Mr. Michael Bailey (usarmy.vo.llnwd.net, PDF, anglais, 4,8 Mo)

Irak : le pétrole, enjeu majeur du conflit, entre Kurdistan, Turquie et USA ...

Elisabeth Studer – www.leblogfinance.com – 17 août 2014



Selon le le site d'information « Jutarnji List », cité par l'agence de presse Reuters, un pétrolier transportant du pétrole brut du Kurdistan irakien est entré dans le porte croate Omisalj. Ce pétrolier contenant 80.000 mètres

cubes de pétrole devait être déchargé dimanche.

Il s'agit de la quatrième cargaison d'une telle envergure de brut en provenance du Kurdistan irakien, chargée dans un port de Turquie, à destination de la Croatie.

Un tel événement est loin de devoir être pris à la légère car il démontre qu'en dépit de ses désaccords avec le gouvernement central de Bagdad sur l'exportation du pétrole, le Kurdistan a pu trouver des débouchés pour sa production.

Selon David Rigoulet-Roze, spécialiste des questions énergétiques au Moyen-Orient, s'exprimant sur TV5Monde, du pétrole du Kurdistan est exporté depuis janvier, via des camions citernes vers la Turquie.

Autre alternative en dehors de la voie maritime : depuis mai 2014, un pipeline ayant pour destination le port turc de Ceyhan permet également de fournir la [Turquie](#) en hydrocarbures. Laquelle assume pleinement ses relations économiques avec cette région d'Irak. Elle affirme même haut et clair destiner ce pétrole au marché international.

Le gouvernement du Kurdistan a en effet décidé d'octroyer des concessions pétrolières à des entreprises étrangères (Exxon Mobil, Chevron, Total) sans l'aval de Bagdad, avec l'[ouverture d'un oléoduc partant de Tak Tak](#) (raffinerie dans la région d'Erbil), d'une capacité actuelle de transit vers la Turquie de 100 000 barils jour, pouvant atteindre à terme 400 000 barils jour.

A noter que le Kurdistan irakien produit 125 000 barils/jour et souhaite porter sa production à 200 000 barils/jour dans les prochains mois, puis à 400 000 barils/jour à la fin 2014. La construction de nouveaux sites de pompages est envisagée afin de porter le volume extrait à 1 million de barils/jour.

L'Irak unitaire est le deuxième pays de l'OPEP en terme de réserves pétrolières, après l'Arabie saoudite. Néanmoins, son potentiel s'avère être sous-utilisé en raison de l'embargo mis en place contre Saddam Hussein.

Rappelons à toutes fins utiles que l'intervention militaire américaine qui a débuté le 8 août dernier a officiellement pour objectif de protéger les minorités religieuses du Kurdistan irakien, massacrées par les djihadistes de l'Etat islamique.

Il n'en demeure pas moins que certains analystes estiment que cette

intervention américaine s'avère être quelque peu tardive, soulignant également que cette partie de l'Irak s'avère être particulièrement riche en pétrole, puisque qu'elle constitue le deuxième pôle exportateur d'Irak.

Après être rentrés à Qaraqosh, et avoir massacré les populations chrétiennes, les miliciens de l'État islamique d'Irak ont accru leur pression sur les champs de pétrole du Kurdistan. Toutefois, ils pourraient se heurter, au sud du gisement de Kirkouk, aux populations yézidiées. Lesquelles, de culture et de langue iranienne, viennent de recevoir l'aide logistique et militaire des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Cette région, située autour de la ville d'Erbil, disputée entre les Kurdes et l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), suscite un intérêt particulier. Si l'on superpose la carte des gisements pétroliers du nord de l'Irak et celle des minorités, on s'aperçoit que le foyer yézidi, situé au sud de Kirkouk, pourrait constituer un territoire tampon susceptible de protéger les gisements pétroliers du nord contre les appétits de l'EIIL.

Sources : French.irib, egaliteetreconciliation, TV5Monde, Nouvel Obs

[Alexandre Aïvazov: "Le dollar s'effondrera en 2014" !](#)

Blog de la résistance 15 août 2014



Alexandre Aïvazov, économiste, expert indépendant, spécialiste des cycles économiques

Bonjour M. Aïvazov! Pourriez-vous brièvement exposer aux lecteurs votre méthode d'analyse de la situation économique et financière? Sur quelles théories se fonde-t-elle?

L'épine dorsale du "Système périodique du développement capitaliste mondial du milieu du XVIIIe siècle à la moitié du XXIe siècle" que j'ai

élaboré est constituée par la théorie des grands cycles de Kondratiev, la théorie du développement par l'innovation de Schumpeter, et par la théorie du chaos de Prigogine.

Dans mon Système, j'ai réussi à intégrer en un seul et même ensemble des cycles différents, les cycles courts de Kitchin (3-5 ans) et de Juglar (8-11 ans), les cycles moyens de Kouznetsov (20-25 ans), avec les cycles longs de Kondratiev (40-60 ans), les cycles de formation des Structures technologiques (ST) de Glaziev, M.Hirooka et K.Peres et les cycles séculaires d'Arrighi, Pantine et Badalyan et Krivorotov. Il s'est avéré non seulement que tous ces cycles sont connectés, mais qu'ils se complètent et se conditionnent mutuellement. En outre, je m'appuie dans mes recherches sur des classiques de la pensée économique, comme Adam Smith, Karl Marx, Keynes et bien d'autres.

Quelles grandes tendances se dégagent de cette approche?

J'ai remarqué une chose intéressante: depuis les XVIIe-XVIIIe siècles, deux conceptions majeures du développement s'affrontent. La première a été initiée par les physiocrates français dans la formule «laissez faire, laissez passer», appelant à la liberté d'entreprise, et rejetant l'implication du gouvernement dans la vie économique de la société. Plus tard, cela a donné la «main invisible du marché» d'Adam Smith, la loi de Say etc., jusqu'au néolibéralisme moderne.

L'autre conception, formulée dans la théorie du mercantilisme, non seulement autorisait, mais exigeait l'intervention du gouvernement dans la vie économique, d'abord sous forme de protectionnisme (protection du capital national contre la concurrence étrangère), puis de participation directe de l'Etat dans la vie économique par redistribution des ressources financières à travers le budget de l'Etat, et en régulant l'ensemble de la vie économique, conformément à la théorie de Keynes.

Ces deux paradigmes se succèdent lors de la transition entre les phases montante et descendante de chaque grand cycle de Kondratiev. Le néolibéralisme a détrôné dans les années 1980 le modèle de développement keynésien, et le néolibéralisme sera à son tour remplacé durant la décennie actuelle par le post-keynésianisme, fondé sur la participation déterminante de l'Etat dans la vie économique de la société, jusque dans la planification, comme au Japon ou en Chine.

Dans quelle mesure les actions des gouvernements et des Banques centrales peuvent influencer sur l'économie mondiale si celle-ci est déterminée par des cycles?

Tout dépend des cycles dont on parle. Si vous parlez des petits cycles de Kitchin, l'injection massive de liquidités dans l'économie et les programmes étatiques de stimulation de la demande (prime à la casse, etc) ont permis dès la fin 2009 de surmonter la crise de ce cycle. Dans ce cas, les gouvernements et les Banques centrales ont joué un rôle décisif.

Mais ce cycle dure 3 à 5 ans, et en 2012-2013, les économies occidentales sont de nouveau entrées dans la phase descendante de ce cycle, et les gouvernements et les banques centrales sont depuis à court d'idées. Dans le cadre des cycles de Juglar, l'économie occidentale n'est jamais sortie de la crise depuis 2008, comme le montre le chômage élevé, la faible utilisation des capacités de production, le renouvellement larvé du capital fixe. Si l'on observe les cycles moyens de Kouznetsov, là aussi les économies développées restent dans un état de dépression: la demande de logement est faible, les prix sont encore bas par rapport à la période d'avant-crise, la construction est en berne.

Concernant les cycles de Kondratiev, la transition de la phase descendante à la phase montante suivante, étape à laquelle nous nous trouvons, est le terreau de formation des innovations de base de la "VIe structure technique": nanotechnologies, biotechnologies, technologies de l'information, énergie alternative, ingénierie génétique, qui ne seront pas opérationnelles avant 2020.

En contexte de crise, l'Occident adopte-t-il les bonnes décisions compte tenu des cycles?

Concernant la marge de manœuvre des Etats pour influencer sur l'économie en contexte de changement de cycle, celle-ci est très mince. Les gouvernements ne peuvent qu'atténuer ou intensifier des processus revêtant un caractère objectif, mais les crises provoquent une inflexion des politiques menées, il est vrai pas toujours dans le bon sens.

Pour mémoire: la transition du IIIe au IVe cycle de Kondratiev a porté Roosevelt au pouvoir aux USA, et Hitler en Allemagne. La transition du IVe au Ve cycle dans les années 1979-80 a porté Thatcher au pouvoir en Grande-

Bretagne et Reagan aux Etats-Unis, qui ont totalement modifié la politique économique menée avant eux.

Le problème est qu'en phase descendante des cycles, les gouvernements mènent généralement une politique "pro-crise" qui ne fait qu'aggraver la situation. C'est ce qui se passe actuellement en Europe et aux USA.

La crise de l'euro a repris de plus belle après une accalmie, notamment en raison de la dette de pays comme le Portugal. L'euro pourra-t-il surmonter cette crise?

L'euro survivra, mais l'Europe aura besoin d'une intervention chirurgicale. Certains pays devront être exclus de la zone euro, les autres traverseront des années difficiles. Mais je suis convaincu qu'après cette intervention, ce bloc n'en sera que plus fort. Bien sûr, il fallait tout de suite faire une "ablation" de la tumeur, et ils ont décidé de réaliser une "chimiothérapie" (émission de crédit). On ne note pas d'amélioration pour le moment, la maladie a été mise en veilleuse pour un temps.

En outre, l'UE traverse une crise de croissance, une monnaie commune existe mais il n'y a pas d'union budgétaire et fiscale. Il aurait fallu introduire avec l'euro des règles communes en matière d'impôts et de dépense des budgets publics. Le problème est que la zone euro a été formée lors de la phase montante du cycle de Kondratiev, alors que l'économie était florissante. Dès qu'on est passé en phase baissière, les problèmes sont apparus de plus belle. Il faut les résoudre, pas les remettre à plus tard.

Quand l'économie sortira-t-elle de la crise actuelle, qui a débuté en 2008 avec l'éclatement de la bulle des "subprimes"?

L'économie se récupèrera, mais cela n'arrivera pas avant 2019-2020. Il faut bien comprendre la nature de la crise actuelle. Le fait est que depuis la révolution néolibérale des années 1980, quand Thatcher et Reagan ont brutalement réduit les impôts sur les riches, étranglé leurs syndicats et créé les conditions pour la baisse des salaires des travailleurs, le monde a brusquement mis le cap sur la sphère financière, les riches n'investissant plus dans la consommation, mais dans les spéculations financières.

Regardez, actuellement, même les grandes corporations obtiennent jusqu'à la moitié de leur chiffre d'affaire non pas en produisant des biens, mais par le biais de spéculations sur les marchés, alors qu'il y a 30 ans ce chiffre était de

15%. Dans le même temps, le salaire réel aux Etats-Unis, si l'on déduit l'inflation, est resté au niveau de 1968.

Une question s'impose: à quoi était due la hausse du niveau de vie de l'Américain lambda avant la crise? La réponse est simple: au crédit. Les ménages, les villes et les autorités régionales vivent à crédit, tout comme les gouvernements des Etats. L'ensemble du monde occidental vit à crédit: cela signifie qu'il ne vit pas en conformité avec ses revenus, aux dépens d'autres pays qui ne consomment pas autant qu'ils le pourraient, et n'empruntent pas.

Va-t-on assister à un rééquilibrage violent?

Oui, le temps du rééquilibrage est venu. En Europe, personne n'est prêt à accepter une réduction violente de son niveau de vie, et il le faudra pourtant, de 25-30% au moins. Seule la crise le pourra, ce n'est qu'au terme de cette dernière qu'arrivera une restauration de l'équilibre mondial, gravement malmené depuis 30 ans.

De nombreux médias financés par l'oligarchie financière mettent l'accent sur des pays secondaires, comme la Grèce ou le Portugal, mais ce qui arrive aux Etats-Unis est bien pire. Il n'y a qu'une seule différence entre Washington et Athènes: le premier peut imprimer de l'argent, le second pas. Les Américains comme les Grecs vivent au-dessus de leurs moyens, créant moins de biens qu'ils n'en consomment, mais les premiers compensent la différence avec des "morceaux de papier vert" sans valeur, tout comme les colonisateurs de jadis achetaient de vraies ressources avec des morceaux de verre. Le monde entier accepte ces "morceaux de verre" pour fournir des biens véritables. Toute violation de l'équilibre mènera tôt ou tard à une crise, vouée à restaurer l'ordre violé.

Les USA impriment tous les mois 85 milliards de dollars. Les marchés sont suspendus aux annonces de la FED sur la poursuite ou l'arrêt du programme d'"assouplissement quantitatif". Le pays peut-il arrêter d'imprimer du dollar?

Les marchés financiers se comportent comme des toxicomanes de longue date: tout rappel du fait que le toxicomane peut ne pas recevoir sa nouvelle dose le rend hystérique. C'est pareil avec les Etats-Unis pour l'impression de dollar, qui est leur drogue. Un toxicomane peut-il vivre une vie longue et heureuse? La réponse à cette question aide à comprendre ce qui attend les

Etats-Unis ces prochaines années.

Ce n'est pas un hasard si Ben Bernanke quitte son poste en janvier 2014, alors qu'il pourrait rester pour un nouveau mandat. Il ne veut pas être le bouc émissaire de la politique qu'il a menée, il veut sauter d'un train qui roule vers l'abîme, il comprend les conséquences de sa politique.

Quelle est l'étape suivante pour les Etats-Unis?

Le dollar pourrait résister s'il ne jouait pas le rôle de monnaie mondiale. Ce qui sape le dollar, c'est qu'il supporte le fardeau d'un gigantesque volume d'obligations du monde entier. Personne ne peut le sauver. Les USA vivront des temps très durs, similaires à la Grande dépression.

Mais les Américains ont prévu une issue de sortie. Le plus probable est qu'ils feront défaut sur leur dette, se renfermeront sur le NAFTA (qui intégrera la Grande-Bretagne), mettront en place une nouvelle devise, l'Amero, sur lequel un accord a été trouvé avec le Canada et le Mexique dès 2007, puis ils panseront leurs plaies.

Le potentiel économique des USA est très important: ils ont des ressources, ils n'auront pas trop de mal à reconstituer leur potentiel de production, ils ont du personnel qualifié, leur niveau d'innovation est le plus élevé au monde, ils sont leaders dans l'assimilation de la Structure technique du VIe cycle de Kondratiev.

Il est vrai, on assistera à l'effondrement des liens technologiques et productifs liés à l'Europe, l'Asie et l'Amérique latine, les marchés financiers américains dégringoleront, leurs obligations redeviendront de simples bouts de papiers, les retraites de millions d'Américains seront dépréciées, le niveau de consommation et de vie des Etats-Unis va chuter, et toutes les bases militaires américaines à l'étranger seront fermées. Mais les USA surmonteront ces temps difficiles et après 2020 ils commenceront à rapidement redynamiser leur économie. Toutefois, ils ne seront plus l'unique leader de l'économie mondiale. Ils ne seront qu'un leader régional parmi d'autres.

Je n'envie pas ceux qui détiendront des dollars ou des obligations du trésor américain, mais personne ne forcera les Etats-Unis à rembourser leur dette par la force, car ils ont l'armée la plus puissante du monde.

Va-t-on faire face à de l'hyperinflation?

La politique américaine ne peut pas causer d'hyperinflation tant que le dollar joue le rôle de devise mondiale, car l'émission de cette monnaie est "disséminée" en une fine couche sur l'ensemble de l'économie mondiale. Les Etats-Unis diffusent leur inflation à l'ensemble du monde, en premier lieu aux pays émergents, qui ont une inflation d'au moins 5%, même si grâce à divers artifices techniques ils parviennent à jeter de la poudre aux yeux du monde entier.

En outre, une grande partie des dollars est absorbée par les marchés financiers, où ils viennent gonfler différentes bulles. La spéculation massive se produit précisément sur la base de cette masse monétaire excédentaire. C'est pourquoi les acteurs des marchés réclament la poursuite de l'assouplissement quantitatif. Mais prochainement, les marchés vont s'effondrer comme un château de cartes. C'est inévitable.

L'once d'or a chuté à 1200 dollars. De nombreux experts ont déclaré, dans le sillage de Paul Krugman, que c'était la fin de la "bulle de l'or". Que pensez-vous de cette analyse?

Il faut immédiatement préciser de quel or nous parlons. Si nous parlons de l'or physique réel, qui depuis 5.000 ans sert d'équivalent universel, la demande pour ce dernier a fortement augmenté dernièrement. Les Banques centrales et les particuliers ont nettement augmenté l'achat d'or physique. Mais sur les marchés des métaux, où l'on échange de l'or virtuel, c'est-à-dire des contrats à terme sur l'or, on a observé une brusque chute des prix sur cet or virtuel. 95% du marché de l'or mondial, ce sont des contrats à terme sur les bourses, seuls 5% étant constitué d'or physique.

L'or est un étalon de mesure de valeur, un équivalent universel. Un mètre ou un kilo peuvent-ils perdre en dimension ou en poids? C'est pareil pour l'or, c'est un étalon de mesure sans lequel les indicateurs économiques seraient appréciés comme dans un miroir déformant. Théoriquement parlant, nous inversons tout quand nous disons qu'une once d'or vaut 1200 dollars, il faudrait dire qu'un dollar coûte 1/1200ème d'once d'or. En réalité ce n'est pas l'or qui monte ou descend en valeur, c'est le pouvoir d'achat du dollar par rapport à l'or qui monte ou baisse.

Pourquoi le dollar américain a-t-il commencé à jouer après la guerre le rôle de devise mondiale? Parce que le dollar était "aussi bon que l'or", il était adossé à 70% à l'or. En 1971, il a fallu déconnecter le dollar de l'or et laisser

le métal jaune "flotter librement" par rapport aux autres devises et biens. Mais l'or reste l'étalon de valeur. Dès que des crises et des bouleversements se font sentir sur les marchés, beaucoup accourent vers le "havre de paix de l'or".

Actuellement, certains acteurs du marché des "futures" ont intérêt à faire baisser le prix de l'or, certainement en vue de l'achat massif de métal bon marché avant sa hausse en flèche. Ils l'ont fait baisser au maximum pour pouvoir gagner à l'avenir des sommes énormes, car dès août-septembre, la question du plafond de la dette US se reposera, avec la possibilité d'un défaut technique. Et pendant qu'Obama bataillera avec le Congrès, les prix de l'or vont à nouveau percer tous les maximums historiques (des pics de 2500-3000 USD l'once sont tout à fait plausibles). Cela devrait se produire au cours de cette année.

Le cours de l'or a été multiplié par 7 depuis 2001, et ces derniers mois, il a été divisé par 1,5. Difficile de parler de fin de la "bulle de l'or", quand ce métal reste 4,5 fois plus cher qu'il y a douze ans!

Vous prévoyez le krach du dollar pour 2014. Les événements actuels confortent-ils cette opinion?

Le krach du dollar peut arriver à n'importe quel moment, car toutes les conditions sont réunies. Certes, le gouvernement américain et la FED ont une réserve de solidité leur permettant de reculer l'échéance en menant une politique raisonnable (ce dont je doute fort). Mais le krach est inévitable. Selon mes estimations, cela aura lieu en 2014, dans le meilleur des cas en 2015, mais pas plus tard.

Comme l'écrit Boulgakov dans *Le Maître et Marguerite*: "Annouchka a déjà renversé l'huile" (qui provoquera la mort d'un personnage, Berlioz, ndlr). Des événements X ou Y ne peuvent qu'accélérer ou légèrement reculer les processus en cours, mais pas les arrêter, tout comme nous ne pouvons pas éviter la mort. Le processus naturel de vieillissement du modèle capitaliste américain mène inexorablement à la mort de ce modèle, et la crise permettra de reconstruire l'économie conformément aux nouvelles exigences mondiales.

Face aux bouleversements qui les attendent, que peuvent faire les gens pour protéger leurs économies?

Le "gourou" des marchés spéculatifs Jim Rogers (un ancien proche de Soros), que je respecte beaucoup, émet depuis longtemps les mêmes mises en garde que moi. Il conseille pour conserver ses économies de les placer dans l'or ou dans les denrées, mais aucun cas dans des actions, des obligations, ou des titres de dette. Tout ceci sera fortement dévalué pendant la crise, et les valeurs stables telles que l'or se maintiendront. Les gens auront en outre toujours besoin de manger.

Il est curieux de constater que le spéculateur Jim Rogers conseille aux traders et experts financiers de fuir Wall Street à toutes jambes: en novembre 2010, il a appelé les étudiants à renoncer à faire carrière à Wall Street ou à la City, car ces prochaines années, vivre à la ferme rapportera plus que Wall Street. Il a en outre confirmé la théorie de Braudel et Arrighi: "Si vous étiez intelligent en 1807 vous auriez déménagé à Londres, si vous l'étiez en 1907 vous seriez parti à New-York, et si vous êtes malin en 2007, déménagez en Asie".

La guerre peut-elle résoudre les problèmes de dette de l'occident?

L'histoire montre de manière convaincante que les leaders mondiaux de différentes époques ont cherché à résoudre leurs problèmes au moyen de la guerre. Napoléon a cherché grâce aux guerres à unifier l'Europe continentale contre la Grande-Bretagne et ainsi à résoudre les problèmes économiques de la France, en faisant du pays le leader du cycle hollandais d'accumulation du capital. Mais il a perdu et cédé la palme du leadership à la Grande-Bretagne, qui 100 ans plus tard a elle aussi cherché à assurer sa position en déclenchant la Première Guerre mondiale.

A la différence de Napoléon, le pays a gagné la guerre, mais il est devenu débiteur net, et a cédé le leadership mondial aux Etats-Unis. Ces derniers cherchent, 100 ans plus tard, à déclencher une nouvelle guerre au Proche-Orient, près des frontières de leurs concurrents potentiels: Chine, Russie et Inde. Mais ils ne font qu'aggraver leur situation économique et plongent le pays dans la crise. Il faut étudier les leçons de l'histoire pour ne pas tomber sans cesse dans les mêmes pièges. Et ne pas chercher de solution simple à des problèmes complexes. Elles n'existent pas!

A quoi ressemblera le monde d'après-crise?

La particularité de la période actuelle est que selon les cycles d'accumulation de capital (Braudel, Arrighi), il s'y produira un transfert du cycle américain

vers le cycle asiatique, dont les leaders sont actuellement la Chine et le Japon. Des pays dont les économies sont basées sur le modèle postkeynésien reposant sur les principes de collectivisme et de solidarité, aux antipodes de l'individualisme et de la concurrence intrinsèques au modèle anglo-saxon. C'est un changement important qui s'accompagnera de bouleversements dans l'économie mondiale.

Grossièrement, notre économie mondialisée actuelle va se scinder en plusieurs méga-régions, à l'instar de l'UE. On assiste d'ores et déjà à la formation de pôles économiques comme le NAFTA (USA, Mexique, Canada et qui devrait intégrer à terme la Grande-Bretagne), la Chine avec l'ASEAN, les pays d'Amérique latine, la Communauté économique eurasiatique.

Chaque méga-région aura sa devise de base, ses instituts, ses lois et ses règles en matière de relations interétatiques, compte tenu des spécificités culturelles, nationales, religieuses et civilisationnelles des Etats membres. Ces méga-régions vont tisser entre elles de nouvelles relations au niveau mondial.

D'ici 2020, le monde aura un visage radicalement différent de celui qu'on lui connaît aujourd'hui.

<http://fr.ria.ru/discussion/20130716/198779331.html>

***Espirito Santo* : UN ADMINISTRATEUR DU CRÉDIT AGRICOLE S'EST-IL COINCÉ LES DOIGTS DANS LA PORTE ?**

16 août 2014 par François Leclerc

Se souvient-on de Xavier Musca et de son pedigree prestigieux dans la fonction publique ? Sa brillante carrière de haut fonctionnaire spécialisé dans les questions économiques et financières culmina en 2011 au poste de secrétaire général de la Présidence, sous Nicolas Sarkozy, après avoir été nommé à la direction générale du Trésor en 2007, et avoir auparavant présidé le Club de Paris et représenté la France dans les négociations avec le FMI et la Banque Mondiale. Après la victoire de François Hollande, il a rejoint en juillet 2012 le Crédit agricole, où il est nommé directeur général délégué, non sans remous pour cause de pantouflage. À l'Élysée, il a été étroitement

impliqué dans la coordination du sauvetage des banques avec ses collègues européens.

L'histoire ne s'arrête bien entendu pas là. Dans le cadre de ses nouvelles responsabilités, Xavier Musca a été nommé administrateur de la BES et de la Bespa, la société détenant la majorité des parts de la BES et associant ses deux principaux actionnaires, Espirito Santo Financial Group (27,36%) et le Crédit agricole (20,12%).

Jusque là, tout va bien. Mais il s'avère, [d'après la presse portugaise](#) qui se réfère aux informations de la Commission du Marché des Valeurs Mobilières (CMVM), qu'une infraction au Code des Valeurs Mobilières aurait pu être commise par ses soins. Ce n'est que le 15 juillet dernier qu'il aurait en effet communiqué la vente en son nom de 35,8 millions d'actions de la BES, pour une valeur totale de 32,6 millions d'euros, en quatre opérations successives échelonnées entre les 21 et 26 mai.

L'infraction serait caractérisée en raison du délai mis à signaler ces opérations au CMCV : d'un montant supérieur à 5.000 euros, elles auraient dû l'être dans un délai maximum de cinq jours. Par ailleurs, le nom de Xavier Musca ne figure pas sur la liste des administrateurs détenant des actions de la BES pour l'exercice 2013, laissant supposer qu'il aurait acheté ses actions au plus tôt le 1er janvier 2014 pour les revendre en mai de la même année, ce qui reste à établir mais qui aurait aussi dû être signalé dans un délai de cinq jours...

Rappelons que la Bespar, qui concrétisait l'alliance historique entre le groupe Espirito Santo et le Crédit Agricole, avait été dissoute d'un commun accord le 15 mai 2014, en raison de la rupture du pacte majoritaire qui les unissait. Et que le Crédit Agricole ne suivit pas l'augmentation de capital de la BES de 1.045 millions d'euros du 17 juin suivant. Au vu de ces informations, il pourrait être supposé que l'un des administrateurs du Crédit agricole de la BES, détenteur de 0,9% des actions de cette dernière, ainsi que d'informations privilégiées sur la situation de la banque, s'en serait délesté toutes affaires cessantes, avant que la Banque du Portugal ne décide de restructurer le banque, les actionnaires de la BES perdant leur mise. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Code des valeurs mobilières portugais impose aux dirigeants d'une entreprise de communiquer leurs opérations d'achat et de vente de titres de celles-ci.

P. S. : Les ventes d'actions de la BES ont-elles ou non été effectuées pour le compte du Crédit Agricole ? Cela devra être confirmé, mais il n'en restera pas moins que leur notification n'a pas été effectuée dans les délais.

Le piège de la déflation

Posté le 17 août 2014 par *Bcolmant*

J'ai publié cet article il y a quelques jours dans Le Monde

Le piège économique se referme inexorablement dans la zone euro.

Le scénario de la déflation japonaise était dénoncé comme le pire danger économique. Et pourtant, par manque de vision et par obstinations politiques, la zone euro s'engage dans cette voie mortifère. Une déflation est plus grave qu'une inflation.

En effet, une inflation peut être combattue par une augmentation autoritaire des taux d'intérêt et des contrôles des prix, au prix d'un tassement économique.

Par contre, une déflation est une résignation parce que la politique monétaire classique devient inopérante.

Elle entraîne le chômage, un marasme économique et une augmentation du taux d'intérêt réel (c'est-à-dire après déduction de l'inflation) des emprunts (publics et privés) qui contrarie les investissements. Une déflation s'accompagne d'ailleurs souvent d'un piège de la liquidité, qui est une situation caractérisée par l'accumulation d'épargnes de précaution malgré des taux d'intérêt très bas.

Cette déflation est liée à deux erreurs de politique économique.

La première erreur relève d'une grave myopie politique.

Dès la crise de 2008, il était évident qu'un terrible choc allait affecter l'économie réelle. Ce choc de 2008 activa les stabilisateurs économiques des Etats qui durent, de surcroît, recapitaliser ou nationaliser les banques. La croissance de leur endettement était donc inéluctable, d'autant que le choc de vieillissement de la population commença à embraser les dépenses de retraites. Face à la croissance naturelle de l'endettement public, les autorités européennes décidèrent pourtant d'imposer de violentes politiques d'austérité.

C'était évidemment une erreur totale, comme si la théorie keynésienne avait été lue avec dyslexie.

Dans les années trente, Keynes exhorta les pays en déflation des années Trente à ne pas aggraver cette dernière par des politiques de rigueur. Il ne fut pas écouté alors que toutes les politiques déflationnistes échouèrent (Laval en France, Hoover aux Etats-Unis, Brüning en Allemagne, etc.) jusqu'à en devenir des ferments de violence militaire.

On le constate d'ailleurs aujourd'hui, les pays qui ont subi les pires politiques d'austérité sont les mêmes que ceux dont l'inflation est devenue négative.

La contraction budgétaire est aujourd'hui scellée dans un pacte européen qui va inévitablement catalyser la contorsion économique.

Ce pacte exige de diminuer l'excédent d'endettement public de 5 % par an afin d'atteindre un rapport de la dette publique sur le PIB de 60 %. Cette règle se conjugue désormais à ce qu'on appelle la "règle d'or" qui exige de ne pas dépasser un déficit "structurel", c'est-à-dire compte non tenu des aléas conjoncturels, égal à 0,5 % du produit intérieur brut (PIB). Faute de pouvoir réaliser une dévaluation monétaire 'externe', l'Europe a imposé une dévaluation 'interne', c'est-à-dire une contraction budgétaire et des modérations salariales, traduites sous l'exigence de programmes d'austérité, désormais consacrés par le pacte budgétaire.

L'autre cause de la déflation est l'euro dont les erreurs de conception apparaissaient désormais avec effarement. C'est ainsi que la logique des pays du Nord, qui était fondée sur une désinflation compétitive se transforme en déflation récessionnaire. L'euro est devenu une monnaie génétiquement déflationniste.

C'est le piège japonais d'une monnaie forte assortie d'un manque d'inflation et d'une croissance. L'Europe du Nord impose sa souveraineté monétaire à la zone euro alors que l'assouplissement monétaire est poursuivi par les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon.

Sans inflation, nous sortions de cette crise d'endettement public " par le bas et par l'intérieur", c'est-à-dire par des effacements de dettes publiques dans les pays du Sud de l'Europe.

De plus, un autre risque se précise : c'est la hausse des taux d'intérêt.

Les banques centrales ont toutes affirmé qu'elles garderaient les taux d'intérêt à un niveau plancher mais cela ne vaut que pour les taux à court terme. Les taux à long terme sont, quant à eux, déterminés par les marchés.

Et il faut s'y préparer : ces taux à long terme vont augmenter pour plusieurs raisons : aboutissement progressif de l'assouplissement monétaire aux Etats-Unis, chute des devises émergentes, poussées d'inflation, etc. Une telle hausse sera catastrophique pour une Europe, engluée dans la déflation et la récession.

Que devrions-nous faire ? Il faudrait créer un choc d'inflation, c'est-à-dire déprécier fortement l'euro par un immense assouplissement quantitatif, c'est-à-dire un refinancement massif (correspondant à une création monétaire) des dettes publiques des pays fragilisés.

Mais cela ne suffira pas : il faudra réaliser que le retour à l'équilibre budgétaire n'est pas la solution alors que l'économie se contracte.

Mieux vaut en effet, de grands projets d'infrastructure destinés à moderniser l'Europe au-delà des Etats-nations. L'Europe n'y est pas préparée. Elle se prépare à une décennie aride. La monnaie et l'ordre social ne sortiraient pas indemnes d'une déflation.

Ce serait la dernière défaite de l'euro.

[L'Amérique fasciste, en dix mesures faciles](#)

Naomi Wolf

Mardi 24 avril 2007

The Guardian

Traduction française: SOTT

De Hitler à Pinochet et après, l'histoire montre qu'il y a certaines mesures que tout dictateur en puissance doit prendre pour détruire les libertés constitutionnelles. Et selon Naomi Wolf, George Bush et son administration semblent toutes les prendre.

L'automne dernier, il y a eu un coup d'état militaire en Thaïlande. Les leaders du coup d'état ont pris un certain nombre de mesures, plutôt systématiquement, comme s'ils avaient une liste d'achats. En

un sens, c'est ce qu'ils avaient. En quelques jours, la démocratie a été supprimée : les chefs du coup d'état ont décrété la loi martiale, envoyé des soldats en armes dans les zones résidentielles, pris en main les stations de radio et de télévision, et mis des activistes patentés en détention.

Ils ne comprenaient pas ces choses à mesure qu'elles progressaient. Si vous regardez l'histoire, vous pouvez voir qu'il y a essentiellement un plan pour transformer une société libre en une dictature. Ce plan a été utilisé à maintes reprises en versant plus ou moins de sang, de manières plus ou moins terrifiantes. Mais c'est toujours efficace. Il est très difficile et ardu de créer et maintenir une démocratie – mais l'histoire montre qu'en supprimer une est bien plus simple. Vous n'avez qu'à être disposé à prendre les dix mesures.

Aussi difficile que ce soit à contempler, il est clair, si vous êtes disposé à regarder, que chacune de ces 10 mesures a déjà été initiée aujourd'hui aux Etats-Unis par l'administration Bush.

Parce que les Américains comme moi sont nés dans la liberté, nous avons du mal à considérer même qu'il est possible pour nous de devenir aussi peu libres – au sein du pays – que beaucoup d'autres nations. Parce que nous n'apprenons plus beaucoup nos droits et notre système de gouvernement – le devoir de connaître la constitution a été retiré de la propriété des citoyens pour devenir le domaine des professionnels comme les juristes et les professeurs – nous reconnaissons rarement le système d'équilibre des pouvoirs que les fondateurs ont mis en place, même s'ils sont systématiquement démantelés. Parce que nous n'apprenons plus l'histoire européenne, la mise sur pied d'un département de sécurité de la « patrie » – rappelez-vous qui d'autre était enthousiaste du mot « patrie » – n'a pas déclenché le signal d'alarme qu'elle aurait dû.

J'affirme que, sous notre nez, George Bush et son administration utilisent des tactiques éprouvées pour supprimer notre société libre. Il est temps pour nous de consentir à penser à l'impensable – comme

l'auteur et le journaliste politique Joe Conason a dit que ça peut arriver ici. Et que nous sommes plus avancés que nous n'en avons conscience.

Conason a averti de manière éloquente du danger de l'autoritarisme américain. Je prétends que nous avons besoin aussi de regarder les leçons du fascisme européen et d'autres pour comprendre la gravité potentielle des événements que nous découvrons aux Etats-Unis.

1. Invoquer un ennemi interne et externe terrifiant

Après avoir été frappés le 11 septembre 2001, nous fûmes dans un état de choc national. Moins de six semaines plus tard, le 26 octobre 2001, le Patriot Act des Etats-Unis fut adopté par le Congrès qui a eu peu d'occasions d'en débattre ; beaucoup ont dit qu'ils ont eu à peine le temps de le lire. On nous a dits que nous étions maintenant sur un « pied de guerre » ; nous étions dans une « guerre mondiale » contre un « califat mondial » ayant l'intention de « balayer la civilisation. » Il y a eu d'autres temps de crise dans lesquels les Etats-Unis ont accepté des limites sur les libertés civiles, comme durant la guerre de Sécession quand Lincoln a décrété la loi martiale ; durant la seconde guerre mondiale, quand des milliers de citoyens américano-japonais furent internés. Mais cette situation est sans précédent, comme le note Bruce Fein de l'American Freedom Agenda : toutes nos autres guerres avaient un point final, donc le balancier était capable de revenir vers la liberté ; cette guerre est définie comme illimitée dans le temps et sans frontières nationales dans l'espace – la Terre elle-même est le champ de bataille. « Cette fois, » dit Fein, « il n'y aura pas de fin définie. »

Créer une menace terrifiante – comme une hydre secrète et malfaisante – est un vieux truc. Il peut être basé, comme l'invocation d'Hitler d'une menace communiste contre la sécurité de la nation, sur des événements réels (un universitaire du Wisconsin a été confronté à des appels à démissionner parce qu'il a noté, parmi d'autres choses, que l'incendie criminel soi-disant communiste, l'incendie du Reichstag de février 1933, fut rapidement suivi dans

l'Allemagne nazie par les pleins pouvoirs [accordés à Hitler - NdT], qui remplacèrent la loi constitutionnelle par un état d'urgence illimité). Ou bien la menace terrifiante peut être basée sur un mythe, comme l'évocation nationale-socialiste de la « conspiration globale du judaïsme mondial. »

Ce n'est pas que le terrorisme islamique mondial ne soit pas un danger grave ; bien sûr qu'il l'est. Je prétends plutôt que le langage utilisé pour transférer la nature de la menace est différent dans un pays comme l'Espagne – qui a aussi souffert d'attaques terroristes violentes – de celui en Amérique. Les citoyens espagnols savent qu'ils font face à une grave menace de la sécurité ; ce que nous croyons, en tant que citoyens américains, est que nous sommes menacés potentiellement par la fin de la civilisation telle que nous la connaissons. Evidemment, cela nous rend encore plus enclins à accepter des restrictions de nos libertés.

2. Créer un goulag

Une fois que vous avez terrorisé tout le monde, la prochaine mesure est de créer un système de prison en dehors de la loi (comme Bush le dit, il voulait que le centre de détention américain de Guantanamo Bay soit situé dans un « espace extérieur » légal) – où la torture a lieu.

Au début, les gens qui sont envoyés là sont vus par les citoyens comme des étrangers : agitateurs, espions, « ennemis du peuple » ou « criminels. » Initialement, les citoyens tendent à soutenir le système de prison secret ; il les fait se sentir plus en sécurité et ils ne s'identifient pas avec les prisonniers. Mais suffisamment tôt, les leaders de la société civile – des membres de l'opposition, des activistes du travail, membres du clergé et journalistes – sont arrêtés et envoyés là également.

Ce processus a lieu dans des dérives fascistes et des prises de mesures sérieuses antidémocratiques allant de l'Italie et l'Allemagne dans les années 1920 et 1930 jusqu'aux coups d'état de l'Amérique latine des années 1970 et après. C'est une pratique usuelle de

supprimer une société libre ou d'écraser un soulèvement pro démocratique.

Avec ses prisons en Irak et en Afghanistan et bien sûr, Guantanamo à Cuba, où les détenus subissent des sévices, et sont gardés indéfiniment sans jugement et sans accès à un procès légal, l'Amérique a maintenant certainement son goulag. Bush et ses alliés au Congrès ont annoncé récemment qu'ils ne diffuseraient aucune information sur les prisons secrètes des « sites noirs » de la CIA dans le monde, qui sont utilisées pour incarcérer des gens qui ont été arrêtés dans la rue.

Les goulags dans l'histoire tendent à se répandre, devenant toujours plus grands et plus secrets, toujours plus meurtriers et officialisés. Nous savons de récits, photos, vidéos et documents gouvernementaux de première main que des gens, innocents et coupables, ont été torturés dans les prisons gérées par les Etats-Unis que nous connaissons et celles que nous ne pouvons investiguer de manière adéquate.

Mais les Américains supposent toujours que ce système et que les sévices des détenus concernent seulement des gens basanés inquiétants avec lesquels ils ne s'identifient généralement pas. C'était courageux de la part du spécialiste conservateur William Safire de citer le pasteur anti-nazi Martin Niemöller, qui avait été arrêté comme prisonnier politique : « D'abord ils sont venus pour les Juifs. » La plupart des Américains ne comprennent pas encore que la destruction de la règle de la loi à Guantanamo établit un dangereux précédent pour eux aussi.

D'ailleurs, l'établissement des tribunaux militaires qui refusent un procès légal aux prisonniers tend à arriver tôt dans une dérive fasciste. Mussolini et Staline ont créé de tels tribunaux. Le 24 avril 1934, les Nazis, aussi, ont créé le Tribunal du Peuple, qui contournait aussi le système judiciaire : les prisonniers étaient gardés indéfiniment, souvent isolés, et torturés, sans être accusés de fautes, et étaient sujets à des procès-spectacles. En fin de compte, les

Tribunaux Spéciaux sont devenus un système parallèle qui met la pression sur les tribunaux réguliers pour abandonner la règle de la loi en faveur de l'idéologie nazie dans la prise de décisions.

3. Développer une caste de voyous

Quand les leaders qui cherchent ce que j'appelle une « dérive fasciste » veulent supprimer une société libre, ils envoient des groupes paramilitaires de jeunes hommes effrayants pour terroriser les citoyens. Les Chemises Noires erraient dans la campagne italienne en frappant les communistes ; les Chemises Brunes tenaient des réunions violentes dans toute l'Allemagne. Cette force paramilitaire est particulièrement importante dans une démocratie : vous avez besoin des citoyens pour craindre la violence des voyous et donc vous avez besoin de voyous qui peuvent agir en toute impunité.

Les années qui suivirent le 11 septembre se sont avérées être une mine d'or pour les entreprises travaillant dans le domaine de la sécurité en Amérique, avec l'administration Bush épuisant les zones de travail qui incombaient généralement à l'armée américaine. Dans le processus, des contrats se chiffrant en centaines de millions de dollars ont été passés pour des travaux de sécurité par des mercenaires dans le pays et à l'étranger. En Irak, certains de ces contractants ont été accusés d'implication dans la torture des prisonniers, le harcèlement des journalistes et le tir contre des civils irakiens. Sous l'Ordre 17, donné aux contractants réguliers en Irak par l'administrateur américain à Bagdad, Paul Bremer, ces contractants sont protégés de toutes poursuites.

Oui, mais c'est en Irak, vous pouvez dire ; cependant, après l'ouragan Katrina, le département de la Sécurité de la Patrie a engagé et déployé des centaines de gardes de sécurité privés armés à la Nouvelle-Orléans. Le journaliste d'investigation Jeremy Scahill a interviewé un garde anonyme qui a tiré, selon les rapports, sur des civils non armés dans la ville. C'était un désastre naturel qui était à l'origine de cet épisode – mais la guerre sans fin contre le terrorisme

de l'administration signifie une étendue continue pour ce qui se trouve être dans les faits des armées sous contrats privés pour ramener la gestion de crise et d'urgence au pays dans les villes américaines.

Des voyous en Amérique ? Des groupes de jeunes Républicains en colère, habillé en chemises et pantalons identiques, ont menacé des scrutateurs comptant les votes en Floride en 2000. Si vous lisez l'histoire, vous pouvez imaginer que ce peut être un besoin d' « ordre public » le prochain jour d'élection. Disons qu'il y a des protestations, ou une menace, le jour d'une élection ; l'histoire n'exclurait pas la présence d'une société de sécurité privée à un bureau de vote « pour rétablir l'ordre public. »

4. Mettre en place un système de surveillance

Dans l'Italie de Mussolini, dans l'Allemagne nazie, dans l'Allemagne de l'Est communiste, dans la Chine communiste – dans toute société fermée – la police secrète espionne les gens ordinaires et encourage les voisins à espionner leurs voisins. La Stasi n'avait besoin de garder sous surveillance qu'une minorité des Allemands de l'Est pour convaincre une majorité qu'ils étaient eux-mêmes surveillés.

En 2005 et 2006, quand James Risen et Eric Lichtblau ont écrit dans le New York Times sur un programme d'Etat secret pour mettre les citoyens sur écoute téléphonique, lire leurs e mails et suivre les transactions financières internationales, il est devenu clair aux Américains ordinaires qu'ils pouvaient être aussi sous la surveillance de l'Etat.

Dans les sociétés fermées, cette surveillance est créée comme étant pour la « sécurité nationale » ; la véritable fonction est de garder les citoyens dociles et inhiber leur activisme et leur dissidence.

5. Harceler les groupes de citoyens

La cinquième chose que vous faites est liée à la 4e mesure – vous

infiltrer et harceler les groupes de citoyens. Ce peut être insignifiant : une église à Pasadena, dont le pasteur prêchait que Jésus était en faveur de la paix, s'est retrouvée investiguée par l'Internal Revenue Service (Service du Revenu Intérieur – NdT), tandis que les églises qui envoyaient voter des Républicains, ce qui est également illégal sous la loi des impôts américaine, ont été laissées tranquilles.

Un autre harcèlement est plus grave : l'American Civil Liberties Union rapporte que des milliers d'Américains ordinaires pacifistes, pour l'environnement et d'autres groupes ont été infiltrés par des agents : une base de données secrète du Pentagone comprend plus de quatre douzaines de meetings, rallyes et marches anti-guerre pacifiques par des citoyens américains dans sa catégorie des 1 500 « incidents suspects. » L'agence de Counterintelligence Field Activity (Cifa) du département de la Défense, également secrète, a rassemblé des informations sur des organisations intérieures engagées dans des activités politiques pacifiques : la Cifa est supposée traquer des « menaces terroristes potentielles » quand elle surveille les citoyens américains ordinaires activistes. Une nouvelle peu remarquée a redéfini comme du « terrorisme » l'activisme tel que les protestations pour les droits des animaux.

La définition de « terroriste » s'étend donc lentement pour inclure l'opposition.

6. S'engager dans des détentions et des libérations arbitraires

Cela fait peur aux gens. C'est un genre de jeu du chat et de la souris. Nicholas D Kristof et Sheryl WuDunn, les reporters d'investigation qui ont écrit la Chine s'éveille : la lutte pour l'âme d'une puissance montante, décrivent les activistes pro démocratiques en Chine, tels que Wei Jingsheng, qui sont arrêtés et relâchés de nombreuses fois. Dans une société qui se ferme ou qui est fermée il y a une « liste » de dissidents et de chefs de l'opposition : vous êtes visé de cette manière, et une fois que vous êtes sur la liste, et il est difficile d'en sortir.

En 2004, l'administration de la Sécurité des Transports de

l'Amérique a confirmé qu'elle avait une liste de passagers qui étaient visés pour des recherches de sécurité ou pire s'ils essayaient de se sauver. Les gens qui se sont trouvés sur la liste ? Deux femmes d'âge moyen activistes pour la paix à San Francisco ; le sénateur libéral Edward Kennedy ; un membre du gouvernement du Venezuela – après avoir critiqué le président Bush ; et des milliers de citoyens américains ordinaires.

Le professeur Walter F Murphy est professeur émérite à l'université de Princeton ; il est un des érudits de la constitution les plus importants dans la nation et auteur du classique *Constitutional Democracy*. Murphy est aussi un ancien Marine décoré, et il n'est même pas particulièrement libéral politiquement. Mais en mars de cette année, on lui a refusé une carte d'embarquement à Newark, « parce que j'étais sur la liste de surveillance des terroristes. » « Avez-vous été dans des marches pour la paix ? Nous interdisons à un tas de gens de prendre l'avion à cause de ça, » a demandé l'employé de la compagnie aérienne.

« J'ai expliqué, » a dit Murphy, « que je n'avais pas participé mais j'avais donné en septembre 2006 une conférence à Princeton, télévisée et mise sur Internet, hautement critique de George Bush pour ses nombreuses violations de la constitution. »

« Ca doit être ça, » a dit l'homme.

Marcheur pour la paix ? Terroriste potentiel. Soutient la constitution ? Terroriste potentiel. L'histoire montre que les catégories des « ennemis du peuple » tendent à s'étendre toujours plus profondément dans la vie civile.

James Yee, un citoyen américain, était l'aumônier musulman à Guantanamo qui fut accusé de mauvaise gestion des documents classifiés. Il fut harcelé par l'armée américaine avant que les accusations contre lui ne soient abandonnées. Yee a été en détention et relâché plusieurs fois. Il est toujours un objet d'intérêt.

Brandon Mayfield, un citoyen américain et avocat en Oregon, fut

identifié par erreur comme un terroriste possible. Sa maison fut cambriolée secrètement et son ordinateur réquisitionné. Bien qu'il soit innocent de l'accusation portée contre lui, il est toujours sur la liste.

C'est une pratique standard des sociétés fascistes qu'une fois que vous êtes sur la liste, vous ne pouvez en sortir.

7. Viser les individus clefs

Menacer de licenciement les fonctionnaires, artistes et universitaires s'ils ne suivent pas la ligne. Mussolini poursuivit les recteurs des universités d'Etat qui ne se conformaient pas à la ligne fasciste ; Goebbels a fait de même, qui purgeait les universitaires qui n'étaient pas pro-Nazis ; Augusto Pinochet a fait de même ; Le Politburo communiste chinois a fait de même en punissant les étudiants et les professeurs pro-démocratie.

L'Académie est un lieu explosif de l'activisme, donc ceux cherchant une dérive fasciste punissent les universitaires et les étudiants par des pertes d'emplois s'ils ne se « coordonnent » pas idéologiquement, selon les termes de Goebbels. Puisque les fonctionnaires sont le secteur de la société la plus vulnérable pour être licencié par un régime donné, ils sont aussi un groupe que les fascistes « coordonnent » dès le début : la loi du Reich pour le rétablissement d'un service civil professionnel fut adoptée le 7 avril 1933.

Les supporters de Bush dans les législatures de plusieurs Etats ont mis la pression sur les régents dans les universités d'Etat pour pénaliser ou licencier les universitaires qui avaient été critiques envers l'administration. En ce qui concerne les fonctionnaires, l'administration Bush a fait dérailler la carrière d'un avocat militaire qui parlait de procès honnêtes pour les détenus, tandis qu'un fonctionnaire de l'administration intimidait publiquement les sociétés juridiques qui représentent les détenus pro Bono en menaçant d'appeler à ce que leurs clients d'entreprises majeures les boycottent.

D'autre part, une contractante de la CIA qui a dit dans un blog fermé que « le waterboarding est de la torture » fut privée de son certificat de sécurité dont elle avait besoin pour faire son travail.

Très récemment, l'administration a licencié huit procureurs américains pour ce qui semble être une loyauté politique insuffisante. Quand Goebbels a purgé le service civil en avril 1933, les procureurs furent « coordonnés » également, une mesure qui facilitait le chemin des lois de plus en plus brutales qui allaient suivre.

8. Contrôler la presse

L'Italie dans les années 1920, l'Allemagne dans les années 1930, l'Allemagne de l'Est dans les années 1950, la Tchécoslovaquie dans les années 1960, les dictatures de l'Amérique latine dans les années 1970, la Chine dans les années 80 et 90 – toutes les dictatures et les dictateurs en puissance visaient les journaux et les journalistes. Ils les menacent et les harcèlent dans des sociétés plus libres qu'ils cherchent à fermer, et ils les arrêtent et font pire dans les sociétés qui ont déjà été fermées.

Le Comité pour la protection des journalistes dit que les arrestations de journalistes américains sont à un niveau jamais atteint : Josh Wolf (pas de relation), un blogger de San Francisco, a été incarcéré pour un an pour avoir refusé de transmettre une vidéo d'une manifestation pacifiste ; la Sécurité de la Patrie a porté plainte contre le reporter Greg Palast, prétendant qu'il avait menacé « l'infrastructure critique » quand lui et un producteur de télévision filmaient des victimes de l'ouragan Katrina en Louisiane. Palast avait écrit un best-seller critique de l'administration Bush.

D'autres reporters et écrivains ont été condamnés d'autres manières. Joseph C Wilson a accusé Bush, dans un éditorial du New York Times, de mener le pays à la guerre sur la base d'une fausse accusation disant que Saddam Hussein s'était procuré de l'uranium au Niger. Sa femme, Valerie Plame, fut renvoyée comme espionne de la CIA – une forme de représaille qui a mis fin à sa carrière.

La persécution et la perte d'emploi ne sont rien, cependant, comparés à la manière dont les Etats-Unis traitent les journalistes cherchant à couvrir d'une manière impartiale le conflit en Irak. Le comité de protection des journalistes a documenté de multiples comptes rendus de l'armée américaine en Irak tirant sur ou menaçant de tirer sur des reporters et des caméramans indépendants d'organisations allant de Al-Jazeera à la BBC. Bien que les occidentaux puissent mettre en doute les compte rendus de Al-Jazeera, ils devraient faire attention aux comptes rendus des reporters tels que Kate Adie de la BBC. Dans certains cas, les reporters ont été blessés ou tués, y compris Terry Lloyd de ITN en 2003. A la fois CBS et l'Associated Press en Irak eurent des membres capturés par l'armée américaine et emmenés dans des prisons violentes ; les entreprises de reporters étaient incapables de voir l'évidence contre leurs membres.

Au fil du temps dans les sociétés en train de se fermer, les nouvelles réelles sont supplantées par de fausses nouvelles et de faux documents. Pinochet a montré aux citoyens chiliens des documents falsifiés pour soutenir sa revendication que des terroristes avaient été sur le point d'attaquer la nation. La charge d'uranium, aussi, était basée sur de faux documents.

Vous n'aurez pas un arrêt des nouvelles dans l'Amérique moderne – ce n'est pas possible. Mais vous pouvez avoir, comme Frank Rich et Sidney Blumenthal l'ont fait remarquer, un flot continu de mensonges polluant bien les nouvelles. Ce que vous avez déjà est une Maison Blanche dirigeant un flot de fausses informations qui est si implacable qu'il est de plus en plus difficile de séparer la vérité du mensonge. Dans un système fasciste, ce ne sont pas les mensonges qui comptent mais le fait de rendre les choses confuses. Quand les citoyens ne peuvent plus discerner les vraies nouvelles des fausses, ils abandonnent leurs réclamations de responsabilité morceau par morceau.

9. Différence d'opinion égale trahison

Présenter la différence d'opinion comme de la « trahison » et la critique comme de « l'espionnage ». Toute société cloisonnée fait cela, tout comme elle élabore des lois qui criminalisent de plus en plus certains types de discours, et élargissent la définition « d'espion » et de « traître ». Lorsque Ben Keller, l'éditeur du New York Times, publia les histoires de Lichtblau/Risen, Bush qualifia de « scandaleuses » la divulgation par le Times de ces informations classées, tandis que les républicains au Congrès réclamaient que Keller soit inculpé de trahison et que les commentateurs de droite et les médias continuaient leur matraquage sur la « trahison ». Certains commentateurs, fit remarquer Conason, rappelèrent aux lecteurs d'un ton suffisant que l'une des peines prévues pour la violation de la Loi sur l'Espionnage était l'exécution.

Conason fait bien de noter à quel point cette attaque représentait une menace sérieuse. Il est également important de se rappeler que le procès spectacle de 1938 à Moscou accusa l'éditeur d'Izvestia, Nikolai Boukharine, de trahison ; et Boukharine fut, en effet, exécuté. Et il est important de rappeler aux Américains que lorsque la Loi de 1917 sur l'Espionnage fut pour la dernière fois largement invoquée lors des tristement célèbres Raids Palmer de 1919, des activistes de gauche furent arrêtés sans mandat d'arrêt au cours de grandes rafles, maintenus en prison pendant cinq mois, et « battus, affamés, suffoqués, torturés et menacés de mort », selon l'historienne Myra MacPherson. Après cela, la différence d'opinion fut réduite au silence en Amérique, pendant une décennie.

Dans l'Union soviétique de Staline, les dissidents étaient « les ennemis du peuple ». Les national-socialistes qualifiaient de « traîtres de novembre » ceux qui soutenaient la démocratie de Weimar.

Et c'est là que le cercle se referme : la plupart des Américains ne se rendent pas compte que depuis septembre dernier – lorsque le Congrès a, à tort et de façon stupide, passé la Loi de 2006 sur les commissions militaires – le président a le pouvoir de qualifier tout citoyen américain de « combattant ennemi ». Il a le pouvoir de

définir ce que signifie « combattant ennemi ». Le président peut aussi conférer le droit à quiconque, dans la branche exécutive, de définir « combattant ennemi » de la façon dont il ou elle le souhaite, et ensuite de faire arrêter des Américains sur cette base.

Même si vous et moi sommes des citoyens américains, même s'il s'avère que nous sommes complètement innocents de ce dont il nous accuse, il a le pouvoir de nous faire arrêter dès demain, alors que nous changeons d'avion à Newark, ou de nous embarquer d'un simple coup frappé à notre porte ; de nous envoyer, vous et moi, sur un vaisseau de la marine ; et de nous maintenir, vous et moi, dans l'isolation, peut-être pendant des mois, en attendant d'être jugé. (L'isolation prolongée, comme le savent les psychiatres, déclenche une psychose chez des prisonniers normalement sains mentalement. C'est pourquoi le goulag de Staline comprenait une cellule d'isolation, comme celui de Guantanamo, dans chaque prison satellite. Le camp 6, l'installation la plus récente et la plus brutale de Guantanamo, ne jure que par les cellules d'isolation).

En tant que citoyens américains, nous finirons par être jugés – pour l'instant. Mais les activistes des droits civiques du Centre pour les droits constitutionnels disent que l'administration Bush tente de plus en plus, de façon agressive, de trouver des moyens de contourner le droit des citoyens américains à un procès équitable. Le statut de « combattant ennemi » est un délit de statut – ce n'est même pas quelque chose que l'on doit avoir fait. « Nous sommes complètement passé à un modèle de détention préventive – vous avez l'air de quelqu'un qui pourrait faire quelque chose de mal, vous pourriez faire quelque chose de mal, alors on va vous garder à vue », raconte une porte-parole du CDC.

Il est sûr que la plupart des Américains ne comprend pas cela... pas encore. Pas étonnant : c'est difficile à croire, même si c'est vrai. Dans toutes les sociétés cloisonnées, à un certain stade, des arrestations ont lieu – habituellement celles de leaders de l'opposition, du clergé et des journalistes. Puis, tout se calme. Après ces arrestations, on trouve encore des journaux, des tribunaux, la TV

et la radio, et la façade d'une société civile. C'est juste qu'il n'y a pas de véritable contestation. C'est juste qu'il n'y a pas de liberté. Si on regarde l'Histoire, nous en sommes actuellement au point se situant juste avant ces arrestations.

10. Suspension de l'autorité de la loi

La Loi John Warner de 2007 sur l'autorisation de la défense a donné au président de nouveaux pouvoirs sur la garde nationale. Cela signifie qu'en cas d'urgence nationale – le président a maintenant le pouvoir de déclarer un état d'urgence – il peut envoyer la milice du Michigan pour renforcer un état d'urgence qu'il a déclaré dans l'Oregon, passant outre les objections du gouverneur de l'État et de ses citoyens.

Même au moment où les Américains étaient focalisés sur les malheurs de Britney Spears et la question du père du bébé d'Anna Nicole Smith, le New York Times exprima une opinion sur ce glissement : « Un phénomène récent et inquiétant à Washington est que les lois qui frappent au cœur de la démocratie américaine ont été passées en pleine nuit... Au-delà d'une réelle insurrection, le président peut maintenant utiliser des troupes militaires comme force de police intérieure en réponse à un désastre naturel, une épidémie, une attaque terroriste ou toute « autre condition ».

Les critiques voient cela comme une violation flagrante de la Loi Posse Comitatus – dont le but était de restreindre l'utilisation par le gouvernement fédéral de l'armée pour faire imposer la loi civile. Le sénateur démocrate Patrick Leahy dit que la loi encourage un président à déclarer la loi martiale fédérale. Elle viole aussi la raison même pour laquelle les fondateurs élaborèrent ce système particulier de gouvernement : ayant vu des citoyens menacés par les soldats d'un monarque, les fondateurs étaient tout à fait terrifiés par ce type de concentration du pouvoir des milices, pouvoir exercé sur le peuple américain entre les mains d'une faction directoriale ou oppressive.

Bien sûr, les Etats-Unis ne risquent pas l'effondrement violent et

total du système qui suivit l'entrée de Mussolini dans Rome ni la rafle des prisonniers politiques par Hitler. Nos habitudes démocratiques sont trop résistantes, et notre système judiciaire trop indépendant, pour imaginer ce genre de scénario.

En fait, ainsi que le remarquent d'autres critiques, notre essai dans la démocratie risquerait plutôt de s'effondrer par un processus d'érosion.

Il est erroné de penser qu'au début d'un glissement fasciste, on voit se dessiner contre le ciel le contour des fers barbelés. Les premiers temps, tout semble normal à la surface ; les paysans célébraient les festivités des récoltes en Calabre en 1922 ; les gens faisaient du shopping et allaient au cinéma à Berlin en 1931. Au début, tel que le décrit W.H. Auden, l'horreur est toujours ailleurs – pendant qu'une personne se fait torturer, les enfants font du patin à roulettes, les bateaux naviguent sur l'eau : « les chiens continuent à mener leur vie de chien... comme tout se détourne/De la catastrophe sans se presser ».

Tandis que les Américains se détournent sans se presser, se consacrant au shopping sur Internet et à American Idol, les fondations de la démocratie se détériorent de façon irréversible. Quelque chose a changé profondément, quelque chose qui nous affaiblit comme jamais auparavant : nos traditions démocratiques, notre système judiciaire indépendant et la presse libre font aujourd'hui leur travail dans un contexte « de guerre », une « longue guerre » – une guerre sans fin, sur un champ de bataille décrit comme le globe terrestre, dans un contexte qui donne au président – sans que les citoyens américains ne le réalisent encore – le pouvoir de liberté ou de longue incarcération solitaire sur ces mêmes citoyens, parce que lui seul l'a décidé.

Cela signifie qu'un vide est en train de s'étendre sous les fondations de toutes ces institutions qui ont encore l'apparence de liberté – et ces fondations peuvent céder sous certaines pressions. Afin de prévenir une telle issue, il nous faut penser en termes de « et si ».

Et si, dans un an et demi, il y a une autre attaque – disons, Dieu nous en préserve, une méchante bombe ? L'exécutif peut déclarer un état d'urgence. L'Histoire montre que n'importe quel leader, de n'importe quel parti, sera tenté de maintenir les pleins pouvoirs après la crise. Avec la destruction des freins et contrepoids traditionnels, nous ne sommes pas moins en danger avec une présidente Hillary qu'avec un président Giuliani – parce que n'importe quel exécutif sera tenté d'imposer sa volonté par des décrets plutôt que par le processus ardu et incertain de la négociation et du compromis démocratiques.

Et si l'éditeur d'un grand journal US était inculpé de trahison ou d'espionnage, ce dont un effort venu de la droite semblait menacer Keller l'an dernier ? Et s'il est condamné à 10 ans de prison ? À quoi ressembleraient les journaux le lendemain ? À en juger par l'Histoire, leur publication ne s'interromprait pas ; mais ils deviendraient soudainement très polis.

À l'heure actuelle, seule une poignée de patriotes tentent de retenir la vague de tyrannie pour le reste d'entre nous – le personnel du Centre des Droits Constitutionnels, qui a subi des menaces de mort pour avoir représenté les détenus, a pourtant tenu bon jusqu'à la Cour suprême ; les activistes de l'Union des libertés civiles américaines ; et des conservateurs éminents tentant de réduire les nouvelles lois destructrices, sous la bannière d'un nouveau groupe du nom d'American Freedom Agenda. Cette petite collection disparate de gens a besoin de l'aide de tous, y compris de celle des Européens et des autres nations du monde désireuses de mettre la pression sur l'administration, parce qu'ils voient ce qu'une Amérique non bridée par une véritable démocratie interne peut signifier pour le reste du monde.

Nous devons regarder l'Histoire et faire face aux « et si ». Car si nous continuons sur cette pente, la « fin de l'Amérique » pourrait survenir pour chacun d'entre nous de manière différente, à un moment différent ; chacun de nous pourrait à un moment différent être forcé de regarder en arrière et de penser : avant, c'était comme

ça – et maintenant, c'est comme ça.

« L'accumulation de tous les pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, entre les mêmes mains... est la même définition de la tyrannie », écrivait James Madison. Nous avons encore le choix de stopper la descente ; nous pouvons tenir notre position et nous battre pour notre nation, et reprendre la bannière que les fondateurs nous demandèrent de porter.

Le livre de Naomi Wolf, *The End of America : A Letter of Warning to a Young Patriot* (La Fin de l'Amérique : une Lettre d'Avertissement à un Jeune Patriote) sera publié par Chelsea Green en septembre.

Source: Quantumfuture.net